



**UN**   
environment  
programme

finance  
initiative

# Nouvelle démarche pour développer la finance privée en faveur du Climat et des ODD en Égypte & au Maroc

Conclusions & feuille de route résultant du Cycle de réflexion mené par l'UNEP FI dans le contexte de la «SDG-Climate Facility»

Mars 2022

## Le projet ODD Fonds Climatique

[Le projet ODD-Fonds Climatique : Action Climatique pour la Sécurité Humaine](#) vise à renforcer la capacité des institutions régionales et nationales à prendre des mesures climatiques efficaces de manière à ce qu'elles soient bénéfiques pour l'ensemble des ODD et pour les efforts de prévention/récupération des crises, notamment en soutenant l'augmentation du financement climatique pour des solutions locales innovantes.

Les trois piliers du projet sont : (i) la sécurité climatique ; (ii) la finance climatique (basé sur l'expertise du PNUE), et ; (iii) la polarisation au niveau national, où nous visons à tirer parti de notre expertise, ainsi que de notre adhésion mondiale, pour aider à proposer des approches innovantes en matière de financement climatique dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Pour ce faire, le projet réunit des institutions multilatérales de la région, telles que la Ligue des États arabes (LEA) et le Conseil arabe de l'eau (CAE), ainsi que les principaux partenaires du système des Nations unies actifs dans le domaine du climat dans la région, notamment le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE FI), le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Le projet SDG Climate Facility aboutira à la création d'une SDG-Climate Facility en tant qu'entité indépendante qui continuera à faire avancer des initiatives et des actions au-delà de la durée de vie du projet. Il devrait servir de plateforme à long terme qui aidera à relever les défis complexes et étroitement liés du changement climatique, du développement durable et de la crise (le lien) dans la région par le biais d'actions régionales et nationales. En d'autres termes, on s'attend à ce qu'il fasse le pont entre différents programmes pour permettre un impact maximal dans différents secteurs.

L'un des principaux objectifs de la Facilité ODD-Climat est de permettre à des modèles de financement et de partenariat innovants de catalyser les investissements pour atteindre les objectifs climatiques et de développement durable, dans une région caractérisée par différents niveaux de fragilité. Les activités seront axées sur la création d'un programme commun entre les participants concernés, y compris les ministères de tutelle, les ministères centraux et les participants du secteur privé. À cette fin, le projet soutiendra la conception et la mise en place d'un Forum d'investissement climatique. L'objectif du Forum, dirigé conjointement par le PNUD, l'UNEP FI, et potentiellement d'autres partenaires concernés, et en s'appuyant sur leurs forces et avantages compétitifs respectifs, sera d'informer et de catalyser les investissements publics et privés pour la sécurité climatique dans les zones et pays fragiles et touchés par des conflits de la région Arabe.

## Initiative financière du PNUE

L'Initiative financière du PNUE est un partenariat entre le PNUE et le secteur financier mondial visant à mobiliser le financement du secteur privé pour le développement durable. UNEP FI a été conçu à la suite du premier Sommet de Rio en 1992 en tant que partenariat entre l'ONU et le système financier mondial offrant une plate-forme unique à l'intersection des gouvernements, du secteur financier et de la science.

Ce partenariat vise à identifier et à surmonter les obstacles qui empêchent la transition vers une économie verte inclusive, en particulier en ce qui concerne les rôles des institutions financières. Fort d'un bilan de plus de 25 ans, l'UNEP FI travaille avec plus de 400 membres—banques, assureurs et investisseurs—et plus de 100 institutions de soutien—pour aider à créer un secteur financier qui sert les gens et la planète tout en produisant des impacts positifs.

Notre objectif est d'inspirer, d'informer et de permettre aux institutions financières d'améliorer la qualité de vie des personnes sans compromettre celle des générations futures. En tirant parti du rôle de l'ONU, l'UNEP FI accélère la finance durable. Chez UNEP FI, nous travaillons avec nos membres et le secteur financier dans son ensemble pour continuer à lutter pour le changement nécessaire pour contribuer au dialogue sur les ODD.

En 2017, l'UNEP FI a créé l'Initiative pour l'impact positif (PII) en se concentrant spécifiquement sur le déficit de financement des ODD. La PII a depuis développé une approche et une méthodologie révolutionnaires pour l'analyse et la gestion holistique des impacts.

# Contenu

Liste des abréviations et acronymes.....	6
Avant-propos .....	7
Résumé .....	9
Proposition de plan de mise en œuvre .....	13
<b>Session 1—Status Quo : Comment le changement climatique est actuellement traité en Égypte et au Maroc.....</b>	<b>16</b>
1. Changement climatique Égypte & Maroc .....	16
2. Mesures d’atténuation et d’adaptation au changement climatique en Égypte et au Maroc.....	17
3. Le rôle actuel de la finance privée .....	23
Conclusions de la Session 1 .....	28
<b>Session 2 : Les obstacles et les problèmes sous-jacents pour la finance privée du climat.....</b>	<b>29</b>
1. Définition de la finance privée .....	29
2. Conditions pour rendre possible la finance privée (considérations micro-économiques) .....	31
3. Conditions supplémentaires pour le financement privé (considérations macro-économiques) .....	37
Conclusions Sessions 2 .....	39
<b>Session 3 : Une feuille de route pour la finance privée du climat et des odd en Égypte et au Maroc ...</b>	<b>42</b>
1. Proposition d’une feuille de route immédiate.....	42
2. Proposition de feuille de route à long terme.....	47
<b>Remerciements .....</b>	<b>50</b>
<b>Sources .....</b>	<b>51</b>

# Liste des abbréviations et acronymes

<b>IA</b>	Intelligence Artificielle
<b>ACE</b>	Agence de Crédit Export
<b>APD</b>	Aide Publique au Développement
<b>BMD</b>	Banques multilatérales de développement
<b>CCRMP</b>	Climate Change Risk Management Program
<b>CCNUCC</b>	Convention-Cadre des nations Unies sur les Changements Climatiques
<b>COP26</b>	Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique 2021
<b>CRIS</b>	Climate Risk Impact Screening
<b>CSE</b>	Bourse de Casablanca
<b>EGX</b>	Bourse Égyptienne
<b>EPC</b>	Engineering, Procurement and Construction
<b>FIT</b>	Feed-in Tariffs
<b>GES</b>	Gaz à effet de serre
<b>GIEC</b>	Groupe d'expert Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat
<b>GNL</b>	Gaz Naturel Liquéfié
<b>IDE</b>	Investissement Direct Étranger
<b>IT</b>	Information Technology
<b>JSE</b>	Bourse de Johannesburg
<b>KPI</b>	Key Performance Indicator
<b>MENA</b>	Middle East & North Africa
<b>MESMEDA</b>	Egyptian Micro, Small and Medium Enterprises Development Agency
<b>MLA</b>	Mandated Lead Arranger
<b>MOF</b>	Ministry of Finance (Égypte)
<b>MSDMEDA</b>	Ministry of Environment (Égypte)
<b>NYSE</b>	Bourse de New York
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Économique
<b>OFDs</b>	Organismes de financement du développement
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>PME</b>	Petite et Moyenne Entreprise
<b>POC</b>	Proof Of Concept
<b>PPP</b>	Partenariat Public Privé
<b>R&amp;D</b>	Recherche & Développement
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>UNEP FI</b>	Programme des Nations Unies pour L'Environnement United Nations— Finance Initiative

# Avant-propos

Ainsi qu'il ressort de la COP 26 et de L'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU), les financements sont toujours insuffisants et ne permettent pas de faire face au changement climatique et en particulier pour les besoins d'adaptation des pays en développement.

A l'Assemblée Générale des Nations Unies en Septembre 2021, le Secrétaire Général des Nations Unies a tiré la sonnette d'alarme<sup>1</sup> : "[...] l'OCDE vient de signaler un déficit d'au moins 20 milliards de dollars dans le financement essentiel de l'action climatique promis aux pays en développement [...] Plus d'ambition en matière de financement—cela veut dire que les pays en développement reçoivent les 100 milliards de dollars par an qui leur ont été promis pour l'action climatique, en mobilisant pleinement les ressources des institutions financières internationales et aussi celles du secteur privé. [...] Plus d'ambition en matière d'adaptation—cela veut dire que 50 % de tous les financements climatiques fournis par les pays développés et les banques multilatérales de développement devraient être consacrés à l'adaptation. [...] Le secteur privé s'engage de plus en plus."

Dans son discours inaugural à la COP 26,<sup>2</sup> il a déclaré : "l'adaptation produit des résultats [...] On préserve des emplois grâce à l'agriculture et aux infrastructures intelligentes face au climat [...] Tous les donateurs doivent consacrer à l'adaptation la moitié des sommes qu'ils allouent à l'action climatique. Les banques de développement publiques et multilatérales doivent faire de même au plus tôt [...] Mis à part ces 100 milliards de dollars, les pays en développement ont besoin de bien d'autres ressources pour lutter contre le COVID-19, renforcer leur résilience et œuvrer au développement durable [...] Enfin, les banques multilatérales de développement doivent s'employer beaucoup plus énergiquement à mobiliser des investissements dans le cadre de financements mixtes et privés."

L'appel et les attentes relatives à l'action du secteur privé est plus élevé que jamais et les engagements augmentent tous les ans. Comme le dit le Secrétaire Général de l'ONU, "Le secteur privé prend conscience des enjeux. La Net-Zero Asset Owner Alliance—la référence en matière d'engagements crédibles et d'objectifs transparents—gère 10 000 milliards de dollars d'actifs et catalyse les changements dans tous les secteurs."

Dès 2018, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement—Finance Initiative (UNEP FI) a souligné que le déficit d'investissement des ODD se situait principalement dans les pays en développement et pour plus de la moitié (1.3 trillion USD/an) en Afrique, et que par ailleurs les ODD (c'est à dire les impacts économiques, sociaux et environnementaux) étaient liés entre eux ce qui avait pour conséquence que, pour réaliser les ODD il était nécessaire d'adopter une démarche holistique articulée sur les impacts.

---

1 Secretary-General's address to the 76<sup>th</sup> Session of the UN General Assembly—UN—21 September 2021

2 UN Secretary-General: COP26 Must Keep 1.5 Degrees Celsius Goal Alive—UNFCCC—01 November 2021

L'autre conclusion de la publication de 2018 de l'UNEP FI dans "Rethinking Impact to Finance the SDGs" («Penser différemment les impacts pour parvenir à financer les ODDs») était que, compte-tenu de l'ampleur du déficit en Afrique, plus qu'ailleurs encore, il était nécessaire de mobiliser le secteur privé et la finance privée. L'étude soulignait aussi que faire face aux besoins de du continent ne pouvait se contenter du «business as usual» mais nécessitait l'émergence d'un nouveau mode de développement articulé sur l'impact.

L'objectif du Cycle de Réflexion a été de mettre cette théorie en pratique en Égypte et au Maroc en partant de la question spécifique du changement climatique. Le but est d'apporter des solutions pratiques pour développer une action du secteur privé et de la finance privée en faveur du climat et des ODDs en Égypte et au Maroc.

Dans ce qui va suivre nous allons présenter les conclusions du Cycle de Réflexion qui débouchent sur une Feuille de Route et un Plan de mise en Œuvre en Égypte et au Maroc du financement privé de l'action climatique et des ODDs.

Au nom du PNUE FI, je voudrais remercier ici tous les participants pour la valeur de leurs contributions et du temps qu'ils ont consacré au Cycle de Réflexion tout au long de son développement. Le PNUE FI s'engage maintenant auprès de l'Égypte et du Maroc à soutenir la mise en œuvre de la Feuille de Route.



**Eric Usher**

**Head**

UNEP Finance Initiative

# Résumé

## A propos du cycle de réflexion

Le but du Cycle de réflexion était d'explorer la manière dont une approche nouvelle et holistique pourrait aider à développer les financements privés pour le changement climatique et les ODD en général, en Égypte et au Maroc. Pour ce faire, une thématique des ODD, à savoir le changement, ainsi que son traitement actuel, ont été pris comme point de départ.

Le Cycle de Réflexion s'est appuyée sur une recherche documentaire et de nombreuses sessions de discussion, qui ont été menées dans chaque pays, avec la participation des parties prenantes du gouvernement et du secteur privé local, notamment du secteur financier (voir dans la section «Reconnaissance» la liste complète des participants).

Le Cycle de Réflexion s'est déroulé autour de trois cycles de consultation et de débat, chacun composé d'une discussion bilatérale et d'une discussion de groupe. L'objectif de la première session a été de se mettre d'accord sur une base de référence commune, c'est-à-dire de faire l'état actuel du sujet en Égypte et au Maroc. La deuxième session s'est concentré sur les principales questions soulevées et les blocages. Finalement la troisième session a élaboré une Feuille de Route proposant des solutions et des actions précises à mettre en place.

## Première session : Comment le changement climatique est actuellement traité en Égypte et au Maroc

Quatre catégories d'action climatiques ont été identifiées et ont fait l'objet d'analyse : la réduction des émissions de GES, l'efficacité énergétique, la séquestration de GES et l'adaptation

L'analyse du rôle actuel de la finance privée et du secteur privé dans ces quatre catégories d'action climatique au Maroc et en Égypte fait apparaître que :

- La part du secteur privé dans l'action climatique est minime.
- S'agissant de la finance privée est dans la plupart des cas en devises étrangères et s'appuie sur des ressources publiques.
- La finance privée est particulièrement absente dans le domaine de l'adaptation au changement climatique, bien que soit là que se situent les besoins principaux à la fois de l'Égypte et du Maroc. On peut constater une contradiction entre les discours politiques des deux pays qui donnent une priorité à l'adaptation et la réalité du terrain qui se concentre sur l'atténuation.



## Deuxième session : Obstacles sous-jacents

L'analyse a porté tant sur les obstacles intrinsèques à l'action du secteur privé qu'à ceux spécifiques à l'action climatique. Les obstacles intrinsèques sont principalement relatifs aux exigences de risque/rentabilité, de maîtrise du risque de change, de risque de transformation et de taille d'investissement acceptables. Les obstacles spécifiques relatifs aux différents types d'action climatiques peuvent se résumer de la manière suivante :

- En ce qui concerne la réduction des émissions de GES, la fluctuation des prix de l'électricité, le risque de défaut de paiement et le risque de change constituent les principaux obstacles au financement de l'énergie renouvelable. Les solutions résident dans la coordination et l'optimisation de l'implication du secteur public en particulier à travers des structures de PPP. De telles mesures de nature à réduire les obstacles ont déjà largement été mises en place.
- Pour l'efficacité énergétique, la nature transversale du sujet et la difficulté de mettre en place des crédits limités à la seule efficacité énergétique, le niveau souvent insuffisant des économies financières réalisées défavorable en cas de choix d'investissement, le caractère limité des définitions/taxonomies actuelles des investissements «efficacité énergétique» constituent les principaux obstacles.
- Pour la capture de GES, la difficulté réside dans l'identification/existence de projets rentables.
- Pour l'adaptation : les principaux obstacles se concentrent sur l'absence de revenus dans les définitions/taxonomies étroites qui prévalent actuellement.

Les observations et principes généraux d'action suivants ont été tirés de l'analyse de ces obstacles :

### Observation n.1

#### Le changement climatique est une question trans-sectorielle

##### Principe General n.1—Explorer le potentiel des différents secteurs et élargir la définition du financement climatique.

Dans le cadre de l'énergie renouvelable solaire et éolienne, la finance privée prend sa place, et s'appuie sur des projets spécifiques. Le statut d'autres sources d'énergie reste peu clair (grands barrages hydro-électrique, nucléaire, gaz) et la question d'objectifs de mix énergétique est absente du financement privé. Bien que les secteurs principaux consommateurs d'énergie et émetteurs de GES ont été correctement identifiés, le niveau des économies financières ne justifient pas la plupart du temps de réaliser un investissement spécifique. Cependant, de nombreux investissements profitables génèrent par ailleurs des résultats en économies d'énergie. Il est donc nécessaire d'identifier ce type d'investissement et de les favoriser pour progresser dans ce domaine.

Pour ce qui concerne l'adaptation, la clé c'est la question de sa définition. Il faut faire évoluer la définition et le champ de ce qui peut être qualifié de financement de l'adaptation et prendre en compte les dimensions socio-économiques du sujet. Le changement climatique se trouve, pour les pays en développement, sur le chemin critique de leur

développement socio-économique. C'est la grande différence avec les pays développés dont le développement socio-économique présent et passé est la cause du changement climatique. En conséquence, la définition de l'adaptation doit être étendue aux secteurs et populations affectés (eau, agriculture, textile etc..) en particulier les activités qui sont au cœur du développement économique dans les régions/lieux ou l'emploi ou la vie même est menacée.

Enfin il faudra capitaliser sur ces nouvelles définitions en les répercutant dans les programmes de «financement mixte» («Blended Finance») et en profiter pour optimiser et améliorer la nature du support déjà considérable offert dans ce cadre au secteur privé. Il faudra également chercher systématiquement à alléger le poids qui pourrait encore peser sur les budgets nationaux dans ces structures

## **Observation n.2**

**Les secteurs qui sont essentiels pour l'action contre le changement climatique, tels que les secteurs de l'énergie et des services publics, sont également fondamentaux pour le développement économique**

### **Principe Général n.2—Mieux comprendre les besoins des pays et fixer les priorités en conséquence**

Le financement de l'action climatique ne peut pas être isolé, il doit s'inscrire dans le contexte plus large du financement des ODDs. En particulier, dans les pays en développement, l'action climat doit s'inscrire dans les priorités du développement économique. La nature exacte et l'étendue des besoins en matière d'ODDs doit être clairement établie et être compréhensible pour le secteur privé. Il est important que cet exercice, pour être pertinent, prenne en considération le niveau local (les territoires) et écoute les structures de pouvoir locales ainsi que les communautés. Les priorités qui seront ainsi définies intégreront pleinement la question climatique dans le cadre du développement économique et social.

## **Observation n.3**

**Le changement climatique est étroitement lié à d'autres ODD (ou sujets d'impact)**

### **Principe Général n.3—Analyser les liens entre le changement climatique et d'autres domaines d'impact afin de tirer parti de ces interconnexions.**

Les impacts positifs et négatifs sur le climat peuvent être liés à d'autres impacts positifs et négatifs dans d'autres domaines. Du côté positif, l'accès à la connectivité ou l'accès local aux emplois, à la nourriture et aux services tels que les soins de santé et l'éducation diminuent le besoin de mobilité qui, à son tour, peut réduire les émissions en réduisant les besoins de transport.

Puisque les revenus et/ou les économies de coûts peuvent être associés aux impacts, les interconnexions d'impacts sont une opportunité d'un point de vue financier. Ils permettront l'émergence de solutions qui ne peuvent exister si le changement climatique est considéré isolément.

## Troisième session : Proposition de feuille de route pour développer la finance privée en faveur du climat et des ODDs en Égypte & au Maroc

Sur la base des trois principes généraux tirés de l'examen du statu quo actuel du financement du climat et des obstacles sous-jacents, nous faisons une proposition de feuille de route immédiate et de feuille de route à long terme. Celles-ci, et en particulier la feuille de route à long terme ouvre la voie à un mode de développement Africain.

**La Feuille de route immédiate** combine la mise en place de projets pilote concrets et le développement d'actions de fond qui viendront en support de ces projets. Dans chacun des pays, seront identifiés et mis en place un certain nombre de projets concrets de taille significative (i.e. de l'ordre d'USD 100/1000 millions), qui satisferont aux contraintes du secteur privé. Dans le même temps seront entreprises les actions de support suivantes :

1. **Évolution du champ d'application de ce qui peut être qualifié de «financement climat»** à travers une «taxonomie opérationnelle»
2. **Définition des priorités pour le secteur financier** dans chacun des pays s'appuyant sur une meilleure compréhension des besoins d'impacts/ODDs en Égypte et au Maroc via une utilisation plus large de la Méthodologie 'Impact Holistique» et des Outils développés par le PNUE FI.
3. **Lignes directrices générales d'un cadre d'optimisation des solutions de financement mixte** («blending»)

**La Feuille de route à long-terme** se concentre sur deux sujets : celui du développement d'une économie articulée sur l'impact, clé d'un «mode de développement Africain» et sur la montée en puissance de la finance et de l'économie Africaine.

Pour l'émergence d'un «mode de développement Africain», la proposition est de conduire un programme de R&D en trois étapes:

1. **Développement économique : Nouvelles Solutions Africaines articulées sur l'impact.** Des «business» modèles articulés sur l'impact devront être développés en particulier pour ceux des secteurs d'impact/besoins qui ne correspondent pas toujours à des secteurs économiques spécifiques (par exemple: mobilité, éducation, santé). Ces nouveaux modèles relèveront de la 4ème révolution industrielle et auront un contenu digital élevé
2. **Appels d'offres à Impacts Positifs suscitant des solutions articulées sur l'impact**  
A partir du moment où des nouveaux «business» modèles articulés sur l'impact existeront ou pour les faire émerger, il sera nécessaire que le secteur public fasse évoluer le type même des appels d'offres et passe des appels d'offres 'infrastructure» à **des appels d'offres à impacts positifs**

### 3. Outil de mise en œuvre et de suivi

Les programmes sélectionnés par les appels d'offres devront être mis en place et suivi à travers un outil spécifique.

Pour la montée en puissance de la finance et de l'économie en Égypte et au Maroc la question posée est que, compte tenu de l'ampleur des besoins du Continent Africain, l'ordre de donnée est que le niveau de finance disponible devrait être multiplié par 10. Cela constitue un défi considérable pour le Maroc et l'Égypte. De tels niveaux de croissance ne sont pas une affaire facile mais c'est la condition du développement indépendant de l'Afrique.

Il faut donc que les acteurs majeurs publics et privés au Maroc et en Égypte, en liaison avec les parties prenantes des autres pays Africains (Gouvernements, Banques centrales, Supervision financière, banques, assurances, gestionnaires de fonds) démarrent une réflexion «hors des sentiers battus» sur ce sujet.

## Proposition de plan de mise en œuvre

Nous suggérons de mettre en place dans chacun des pays **un Groupe de Référence**, qui pourra constituer une série de Groupes de Travail au rythme et pour la durée qui conviendront.

Le **Groupe de Référence** sera responsable de la Feuille de Route et en liaison avec le PNUF FI constituera et organisera l'ensemble des entités qui devront contribuer à la mise en œuvre de la Feuille de route. Il coordonnera les contributeurs gouvernementaux au Cycle de Réflexion ainsi que les autres participants pertinents, y compris les parties prenantes représentant le secteur privé (associations/fédérations professionnelles). Un des membres du Groupe jouera un rôle «Responsable de Référence» et s'engagera à mener une action de diffusion de l'initiative auprès des différentes entités et agences gouvernementales pertinentes et à rechercher leur support.

Les Groupes de travail qui seraient constitués par le Groupe de Référence feraient partie de l'une des trois catégories suivantes.

- **Groupes de Travail Opérationnels** articulés autour des projets pilotes concrets de taille significative (>100M USD). Ceux-ci pourrait se situer dans le cadre des secteurs de l'agriculture/agroalimentaire e/ou du textile—ou d'autres secteurs importants pour les économies Marocaines et Égyptiennes et qui seraient menacés par le changement climatique. Feraient partie de chacun de ces groupes une banque active dans le secteur privé, une institution financière publique et une ou plusieurs importantes entreprise(s) actives dans le secteur privé. Tous joueraient un rôle actif dans la mise en place et le déroulement du projet qui serait dirigé par un duo entreprise/banque.
- Les **Groupes de Travaux de Support** articulés autour de la production des documents et pratiques qui viendront soutenir la mise en œuvre du financement privé de l'action climatique et des ODDs. Ces Groupes de travail devraient inclure des représentants du Gouvernement au Groupe de Référence ainsi que des représentants du secteur privé et des banques privées. Ces groupes se concentreraient sur les trois actions de support proposées décrites plus haut : Optimisation des solutions de financement

mixte, Taxonomie opérationnelle climat, Définition des priorités/analyse holistique des impacts.

- Les **Groupes de Travaux R&D** articulés autour de la feuille de route à long-terme et en particulier du développement d'«impact-based economy» et de la montée en puissance économique et financière de l'Afrique. Ils fonctionneront comme des “think tanks” et seraient ouverts à des participations académiques et à des entrepreneurs.

**Figure 1 : Groupe de Référence et Groupes de travail**



## Délivrables et calendrier

Les livrables et le calendrier dépendront des Groupes de Travail que le Maroc et l'Égypte décideront de mettre en œuvre et de la décision de les mener en parallèle ou non. La décision pourrait être de commencer par l'un ou plusieurs Groupe de Travail de Support ou bien de démarrer mes Groupes Opérationnels et/ou de R&D dès le départ. Le calendrier ci- dessous est donc purement indicatif.

**Figure 2 : Calendrier Indicatif.**

2022	T1	T2	T3	T4
Mise en place des Groupes de Référence et de Support (+R&D éventuellement)				
Mise en œuvre de la Méthodologie Holistique de l'UNEP FI (Outil) par un groupe pionnier de banques et d'entreprises				
Revue de l'Analyse des Besoins (dans les outils UNEP FI)				
Identification des Projets Pilotes concrets/Mise en place des Groupes Opérationnels				
Draft de la Taxonomie opérationnelle Adaptation/Climat				
Draft des Lignes Directrices du Financement Mixte				
"Business plan" détaillé des Projets Pilotes concrets s'inscrivant dans le nouveau champs climat et de la mise en œuvre des Lignes Directrices du Financement Mixte				

## Unité de support technique

Pour accompagner les banques et les entreprises au Maroc et en Égypte dans leurs efforts de réalisation de leur part de la Feuille de route, il peut être envisagé qu'elles puissent recourir à un support technique (dans le cadre de modalités à définir) qui couvrirait deux aspects.

1. Mise en œuvre de la Méthodologie de l'UNEP FI/Actions de support
2. Structuration de "Business models" et des financements (autour des Projets Pilotes).

# Session 1 – Status Quo : Comment le changement climatique est actuellement traité en Égypte et au Maroc

Au cours de cette première session, nous avons cherché à résumer l'état actuel de l'action climatique et du rôle joué par la finance privée en Égypte et au Maroc. Nous avons commencé par établir quelle est la position de l'Égypte et du Maroc vis-à-vis du changement climatique. Nous avons ensuite passé en revue les principales formes d'action climatique et enfin, nous avons résumé quel est aujourd'hui le champ et l'ampleur du financement privé.

## 1. Changement Climatique Égypte & Maroc

Trois éléments ressortent des accords internationaux qui constituent le socle de la lutte contre le changement climatique :

Dans un premier temps, La communauté internationale a souligné que **les problèmes de changement climatique sont le résultat des modèles de développement économique passés et présents dans les pays développés** et que **les pays en développement qui recherchent leur propre développement économique souffrent des conséquences du changement climatique.**

Dans un second temps et dans le même ordre d'idées, dans **les pays en développement, l'accent a été mis davantage sur l'adaptation que sur l'atténuation.** Néanmoins, les pays en développement se sont engagés sur une base volontaire à réduire leurs émissions de GES.

Pour finir, du point de vue du financement, on a fait valoir que **les finances publiques des pays développés devraient être mobilisées pour financer des programmes dans les pays en développement.**

## Position de l'Égypte dans les négociations sur le changement climatique en liaison avec les positions des groupes Africains et Arabes

1. L'adaptation aux effets négatifs du changement climatique est une priorité essentielle pour les pays en développement et doit bénéficier d'une attention mondiale suffisante en termes de soutien financier, technique et de renforcement des capacités de la part des pays développés, conformément aux principes et dispositions de la CCNUCC.
2. Le système international de lutte contre le changement climatique est basé sur la CCNUCC et son protocole de Kyoto, y compris les principes et les dispositions, notamment les articles 3 et 4 de la CCNUCC, principalement la responsabilité historique des pays développés dans l'accumulation des émissions dans l'atmosphère, les responsabilités communes mais différenciées, les capacités respectives et l'équité, ainsi que le droit des pays en développement de parvenir à un développement durable et à l'éradication de la pauvreté conformément à leurs priorités et stratégies nationales.

## 2. Mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique en Égypte et au Maroc

Les deux pays suivent les modèles internationaux, les mesures liées au changement climatique étant divisées en quatre catégories principales :

- a. Réduction des émissions de GES
- b. Réduction de la consommation d'énergie et promotion de l'efficacité énergétique
- c. Capture des GES
- d. Adaptation aux effets néfastes du changement climatique

### a. Réduction des émissions de GES (production d'énergie et autres émissions de GES)

Pour rappel, et comme l'indique le Tableau 1 ci-dessous, le niveau actuel de CO<sub>2</sub> émis dans les deux pays est bien en deçà des moyennes mondiales

Tableau.1 : Comparaison des émissions de CO<sub>2</sub> au Maroc et en Égypte<sup>3</sup>

	Monde (2017)	Égypte (2017)	Maroc (2017)
Emissions CO2	33 513,3 Mt (100%)	223,6 Mt (0,67%)	58,9 Mt (0,18%)
Emissions/Pop. CO2	4,4 t	2,3 t	1,6 t

3 World Bank Data CO2 Emissions, World, Egypt & Morocco



Dans les deux pays, l'accent est mis sur l'augmentation de la part de la production d'énergie renouvelable (solaire, éolienne) dans le mix énergétique.<sup>4</sup>

Bien qu'il soit prévu d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique, la composition exacte de ce dernier n'est pas clairement définie dans la documentation consultée relative au climat et aux ODD ; cette question est plutôt abordée dans les documents concernant la «stratégie énergétique». Il apparaît une tension entre la capacité prévue des énergies renouvelables et des besoins énergétiques, qui sont en augmentation.

**L'Égypte**, pour sa part, est un producteur de gaz important et en pleine croissance.<sup>5</sup> dans la région et se positionne comme un exportateur d'énergie, notamment par le biais des réseaux électriques régionaux. L'Égypte a notamment investi dans des centrales électriques à cycle combiné plus grandes et plus efficaces, qui sont principalement financées par des crédits à l'exportation soutenus par des Agences de Crédit à l'exportation (ACE).<sup>6</sup>

Compte tenu de l'anticipation de la demande énergétique, la part de l'électricité d'origine charbonnière devrait augmenter pour atteindre 11% en 2030 et 16% en 2035.

L'énergie nucléaire est considérée comme une option potentielle pour répondre aux besoins énergétiques locaux et internationaux.<sup>7</sup>

De plus, le Ministère de l'Environnement et le Ministère du Pétrole et des Ressources Minières étudient les nouvelles technologies d'énergies vertes et notamment la production d'hydrogène.<sup>8</sup>

Globalement, l'énergie renouvelable devrait atteindre 42% dans le mix énergétique global en 2030.<sup>9</sup>

Il faut noter que les bailleurs de fonds internationaux (MLA/DFIs) sont les principaux contributeurs du financement de l'énergie renouvelable alors que les Agences de crédit export (ACE) sont les principaux contributeurs du financement des centrales à gaz.<sup>10</sup>

**Le Maroc**, quant à lui, importe plus de 90% de son énergie, l'énergie est donc une question de souveraineté nationale, et de sécurité économique globale. Par conséquent, le Maroc va diversifier ses importations d'énergie (notamment par l'importation de gaz) et développer la production locale pour atténuer la dépendance énergétique.

La documentation sur le climat/les ODDs se concentre sur l'augmentation de la part d'énergie renouvelable installée qui devrait atteindre 52% (20% solaire, 20% éolien, 12% hydro) dans le mix électrique local.

---

4 2035 Egyptian Integrated Sustainable Energy Strategy & Morocco Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD)2030

5 Egypt produces 6.2 billion cubic feet of gas per day, ranks 13<sup>th</sup> in world, Published by Egypt Today on Monday 14 December 2020.

6 Completion of world's largest combined cycle power plants in record time, published by Siemens Press, 24 July 2018, updated 27 July 2018.

7 Project Overview of El Dabaa Nuclear Powerplant by Nuclear Power Plants Authority in Egypt.

8 Egypt Group Discussion—Reflective Cycle UNEP FI, Ms. Lydia Elewa, Ministry of Environment, 27 July 2021

9 IRENA (2018), Renewable Energy Outlook: Egypt, International Renewable Energy Agency, Abu Dhabi

10 Completion of world's largest combined cycle power plants in record time, published by Siemens Press, 24 July 2018, updated 27 July 2018.

L'énergie renouvelable est la seule option, mais elle est loin d'être suffisante pour répondre aux besoins énergétiques marocains,<sup>11</sup> malgré la prise en compte d'une variété de modes de production et de distribution : technologies solaires multiples, production d'énergie décentralisée/locale et réseaux.

En conséquence, la documentation relative à l'énergie traite du rôle que le charbon devrait continuer à jouer (CPO 26 : abandon de la construction de nouvelles centrales), de la diversification des sources d'importation de gaz (gazoduc en provenance du Nigeria<sup>12</sup> et méthaniers<sup>13</sup>). Le Maroc considère également les nouvelles sources d'énergie naissantes comme l'hydrogène.

### Questions qui restent soulevées pour le Maroc et l'Égypte :

- Quels sont les chiffres précis concernant les éléments suivants ?
  - Mix énergétique
  - Énergie primaire/électricité
  - Capacité de la puissance installée
  - Production d'énergie
  - Demande (énergie primaire et électricité, comprenant la séparation entre l'industrie, l'agriculture, les services, demandes publiques et individuelles, une attention particulière aux besoins énergétiques liés à la désalinisation.
  - Exportations et importations d'énergie
  - Scénarios de demande d'énergie en fonction de la croissance démographique et du développement économique
  - Quel est le calendrier prévu pour l'intensification des énergies renouvelables et la diversification des sources ?
- Quel rôle l'Égypte et le Maroc peuvent-ils jouer au-delà de leurs propres frontières ?

## b. Consommation d'énergie/efficacité énergétique

Dans le cadre de notre recherche, il apparaît que la consommation d'énergie et l'efficacité énergétique ont été examinées sous l'angle des secteurs clés, c'est-à-dire ceux qui présentent les niveaux les plus élevés de consommation d'énergie : bâtiments, transports, agriculture et industrie manufacturière générale.

Les programmes détaillés de développement de ces secteurs sont traités dans la documentation sectorielle.<sup>14</sup> Ces programmes donnent généralement un aperçu précis de ce qui est prévu.

11 Dépendance énergétique du Maroc : Le taux chute à 88% en 2020, published on Friday 23 October 2020 by Finance News Hebdo.

12 Maroc-Nigeria : un projet de gazoduc pour exporter du gaz jusqu'en Europe, wrote by Laurent Ribadeau Dumas, published by France Télévisions, 12/06/2018.

13 Le Maroc mise sur le GNL et les énergies renouvelables pour son futur mix énergétique, Published by Oxford Business Group, 2 April 2018.

14 Règlement thermique de Construction au Maroc (RTCM), published by Agence Marocaine d'Efficacité Energetique

### Principales actions en **Égypte** :

- Efficacité énergétique pour la production d'électricité et les utilisateurs finaux (gain de 8 %) <sup>15</sup>
- Programme de transport durable et expansion du réseau de métro <sup>16</sup>
- Méthodes de construction écologiques <sup>17</sup> et durables <sup>18</sup>

### Principales actions au **Maroc** :

- Amélioration de l'efficacité de l'eau et introduction de l'énergie verte dans l'agriculture <sup>19</sup>
- Efficacité énergétique (gain de 20%) <sup>20</sup>
- Extension du train à grande vitesse & extension du train classique d'ici 2040 <sup>21</sup>
- Programme d'éclairage public (LED)
- Bâtiment vert et durable (logements sociaux à énergie positive à Settat)

### Questions soulevées :

- Comment les estimations futures de demandes d'énergies ont-elles été réalisées ?
- Est-ce que les scénarios d'un développement important et croissant de l'industrie et de l'agriculture ont-ils été envisagés ?

Étant donné que les deux pays sont confrontés à un stress hydrique, il est également important de comprendre comment la demande future en eau est calculée et, par conséquent, quelle est l'ampleur estimée des programmes de désalinisation (ainsi que leurs conséquences sur la demande d'énergie). La question de l'eau est particulièrement importante pour le développement de l'agriculture qui représente plus de 80% de la consommation d'eau en Égypte et au Maroc. <sup>22</sup>

## c. Capture des GES

Peu de projets de technologie de capture du CO<sub>2</sub> sont actuellement mis en œuvre dans l'un ou l'autre des deux pays. Aucune documentation n'a été trouvée sur le financement de la capture des gaz à effet de serre ou bien de projets de récupération des gaz de torchage.

**En Égypte**, le seul projet important visant à capter le CO<sub>2</sub> concerne la gestion des déchets (processus de méthanisation), le projet Onyx Alexandria Capture et méthani-

15 IRENA (2018), Renewable Energy Outlook: Egypt, International Renewable Energy Agency, Abu Dhabi

16 *Egypt: The EU Bank supports urban transport*, European Investment Bank, 29 December 2020

17 *Egypt Vision 2030*, National Programme, Egyptian Government, February 2016

18 EBRD Green Cities welcomes 6<sup>th</sup> of October City to its programme, European Bank for Reconstruction and Development, 22 April 2021

19 Programme "Génération Green 2020–2030" du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts.

20 Stratégie Nationale d'Efficacité Énergétique à horizon 2030

21 Plan Maroc Rail 2040

22 87% in Morocco, 80% in Egypt, according to Agrimaroc, specialized in Agriculture media and information

sation des gaz de décharge.<sup>23</sup> Ce projet a vu le jour en 2006, avant la découverte d'importants gisements de gaz naturel. Aucune documentation n'a été trouvée sur le financement de la capture des gaz à effet de serre ou bien de projets de récupération des gaz de torchage.

**Au Maroc**, le pays de la région MENA ayant la plus grande couverture forestière, les investissements dans la protection et l'extension de la couverture forestière sont considérés comme un secteur clé<sup>24</sup> pour le captage du CO<sub>2</sub>. (Renouvellement ou extension de 5 000 ha/an). Le Maroc cherche à monétiser ces efforts à travers le développement de l'éco-tourisme qui vise à générer un revenu de 5Mds DH.

On constate également un début embryonnaire dans les domaines de la gestion des déchets et de la méthanisation.<sup>25</sup> D'autres technologies nouvelles sont également à l'étude.

## d. Adaptation au Changement Climatique

La gestion des risques face aux effets néfastes du changement climatique doit être une priorité dans les deux pays, car ils sont très vulnérables. L'Égypte et le Maroc sont tous deux conscients de ces vulnérabilités. Les deux pays étant confrontés à d'importants problèmes de pénurie d'eau. L'eau est le principal risque et défi lié au climat auquel les deux pays sont confrontés.

### En Égypte

Le GIEC considère le delta du Nil comme l'un des trois points chauds de vulnérabilité de la planète ; le changement climatique en Égypte entraînera une élévation du niveau de la mer, une pénurie d'eau et des phénomènes météorologiques extrêmes, avec des conséquences négatives sur les terres de la partie nord du delta du Nil, notamment pour les infrastructures, le secteur agricole.<sup>26</sup> En conséquence, cela génère des impacts négatifs dans la sécurité alimentaire, la santé humaine, le logement, les télécommunications, le tourisme et l'économie globale.

A titre d'exemple, en raison du changement climatique, les maladies affectant la production de mangues progressent vers le Nord dans toute l'Égypte. Le secteur agricole connaît également un problème important de tolérance au sel.<sup>27</sup>

En plus de la pénurie d'eau, l'élévation du niveau de la mer et les vagues de chaleur sont également une préoccupation,<sup>28</sup> la biodiversité et l'aquaculture égyptiennes sont fortement touchées.

---

23 *Project 0508: Onyx Alexandria Landfill Gas Capture and Flaring Project*, Registered 15 December 2006.

24 *Plan Climat National à l'Horizon 2030*, Published by State Secretariat to the Minister of Energy, Mines and Sustainable Development, in charge of Sustainable Development.

25 *Maroc : Fès s'éclaire au biogaz en valorisant ses déchets*, Published by L'Usine Nouvelle, on 02 september 2015.

26 *Egypt Second National Communication*, May 2010.

27 *Egypt Group Discussion—Reflective Cycle UNEP FI*, Prof. Dr. Tarek A Temraz, Centre of Excellence for Environmental Studies and Applications for Climate Change and Sustainable Development, 27 July 2021

28 *Enhancing Climate Change Adaptation in the North Coast of Egypt*, Submitted on August 2016.

Consciente de ces problèmes, l'Égypte a mis en place des politiques visant non seulement à protéger et à préserver sa ligne côtière nord,<sup>29</sup> mais aussi à s'attaquer aux problèmes futurs grâce à un programme de gestion des risques liés au changement climatique (CCRMP).<sup>30</sup> Le Ministère de l'Environnement (MSDMEDA) soulève actuellement la question de ce que devrait être la définition et le champ du financement de l'adaptation et a souligné qu'un consensus devait être atteint sur ce point.<sup>31</sup>

## Au Maroc

Au Maroc, 20 des 70 dernières années ont été marquées par la sécheresse, avec des conséquences désastreuses sur l'agriculture, puisque 87 % des ressources en eau sont allouées à ce secteur.

L'eau est une préoccupation majeure au Maroc ; on estime que le ratio de 600m<sup>3</sup>/an/personne en 2020 sera réduit à 500M<sup>3</sup>/an/personne en 2030.

La politique actuelle est de favoriser l'adaptation et notamment de développer une irrigation efficace,<sup>32</sup> de faire face aux conséquences sociales à travers les assurances<sup>33</sup> et de créer des stocks alimentaires pour assurer la sécurité alimentaire.<sup>34</sup>

La préservation et l'optimisation des ressources en eau font également partie de l'adaptation, notamment à travers l'irrigation et la construction de grands barrages (au Maroc, depuis les années 1980, 140 grands barrages ont été construits et cette tendance s'accélère<sup>35</sup>).

Des programmes de désalinisation se développent également, puisqu'il faut garder à l'esprit que les mesures susmentionnées ne seront pas suffisantes pour répondre aux besoins en eau.

Différentes initiatives cherchent à mesurer le «risque physique» encouru en raison du changement climatique: Climate Risk Impact Screening (CRIS) et analyse des risques physiques et de transition affectant la stabilité financière (BAM).

A noter que 80% des infrastructures et industries au Maroc sont situées dans des zones côtières exposées à l'élévation du niveau de la mer (entre autres : Casablanca, El Jadida, Rabat, Tanger, Agadir et Laaouyne).

Les participants s'accordent à dire que la grande majorité des projets sont axés sur l'atténuation et que peu s'attaquent à l'adaptation.

---

29 *Enhancing Climate Change Adaptation in the North Coast of Egypt*, Submitted on August 2016.

30 *Climate Change Risk Management Programme in Egypt (CCRMP)*

31 *Egypt Group Discussion—Reflective Cycle UNEP FI*, Ms. Lydia Elewa, Ministry of Environment, 27 July 2021

32 *Guide irrigation localisée de l'agriculteur*, Published by the Moroccan Ministry of Agriculture

33 *L'ASSURANCE AGRICOLE AU MAROC: Une adaptation progressive*, published by MAMDA, 6 July 2017.

34 *Adaptation des petits agriculteurs au Changement Climatique en appui au Plan Maroc Vert (PACC-PMV)*

35 *Water security in Morocco*, Published by The World Bank on 29 August 2017.

### Questions soulevées :

S'adapter au changement climatique (c'est-à-dire l'adaptation), que cela veut-il dire ? Parmi les mesures et les activités bien rodées figurent le renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles, le dessalement et, plus généralement, la préservation de l'eau. Mais qu'en est-il des mesures prises (ou qui devraient être prises) directement par les acteurs économiques dont les activités et les modèles économiques dépendent de la permanence de la disponibilité de l'eau ? A cet égard, Le secteur agricole est en première ligne, mais d'autres secteurs tels que l'exploitation minière, le ciment et le textile et d'autres sont également concernés.

Étant donné que dans certaines régions, des secteurs entiers (notamment l'agriculture) sont menacés de mort par le changement climatique, est ce que le simple fait de continuer à financer ces secteurs devrait être considéré comme un financement climatique ? Si tel était le cas, cela signifierait que le financement privé prendrait des "risques physiques", ce que les banques centrales considèrent négativement du point de vue de la stabilité financière, une question qui mérite un examen plus approfondi.

La définition et le champ du financement de l'adaptation est une question clé dans la recherche d'un financement privé du climat.

## 3. Le rôle actuel de la finance privée

De l'accord de Kyoto<sup>36</sup> à l'accord de Paris,<sup>37</sup> Le financement du climat pour les pays en développement a été discuté comme une question purement publique, c'est-à-dire que le financement devrait être fourni par les budgets locaux (engagements inconditionnels), ou par des transferts des pays développés (engagements conditionnels). Dans ces accords, la question du financement privé n'est pas vraiment abordée.

Néanmoins, depuis plusieurs années, un appel a été lancé par les Nations Unies<sup>38</sup> et la société civile pour que le financement privé<sup>39</sup> se mobilise pour la lutte contre le changement climatique et contribue à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Du point de vue du développement économique, les Nations unies et les Institutions Financières Multilatérales de Développement (IFMD) ont souligné l'importance qui doit être donnée au secteur privé, et notamment au développement des PME.<sup>40</sup> Pour ce faire, les gouvernements ont été invités à mettre en place des conditions favorables (création d'un «environnement favorable aux entreprises»), notamment d'un point de vue finan-

36 Kyoto Protocol

37 Paris Climate Agreement

38 *Rethinking Impact to Finance the SDGs: A Position Paper and Call to Action* prepared by the Positive Impact Initiative, published by UNEP FI, November 2018.

39 Finance for Sustainable Development Conference 2020, 28–30 January 2020.

40 *Rethinking Impact to Finance the SDGs: A Position Paper and Call to Action* prepared by the Positive Impact Initiative, published by UNEP FI, November 2018.

cier, juridique et fiscal. Il a également été recommandé d'ouvrir les services publics à la concurrence privée<sup>41</sup> et de ne plus subventionner les prix de l'électricité et de mettre en place des «Power Purchase Agreements» (PPA) afin de faciliter le financement des projets d'énergies renouvelables.

La logique sous-jacente est que «l'argent est là», qu'un «étiquetage vert» approprié et associé à des mécanismes de réduction des risques sont les clés qui permettront de débloquer la question du financement privé. De nombreuses initiatives ont été lancées par le secteur privé et la finance privée sur cette base.<sup>42</sup>

Dans la pratique, la documentation sectorielle révèle qu'une part importante du financement climatique est accordée par le biais des bailleurs de fonds (MLA/DFIs) et des Agences de Crédit Export (ACEs) notamment pour des projets dans les domaines de l'énergie et des transports publics.<sup>43</sup> Les Financement de projets<sup>44</sup> d'énergie renouvelable<sup>45</sup> constituent la majorité des cas de financements privés «purs». En ce qui concerne l'efficacité énergétique, les solutions de financement mixte semblent être la norme.

Les difficultés sociales découlant de la réduction des subventions destinées à faciliter le financement privé<sup>46</sup> sont également mentionnées.

Parallèlement, les Nations Unies et les Autorités de surveillance financière ont exprimé leurs préoccupations quant à l'impact du changement climatique sur la stabilité financière.<sup>47</sup> Une réglementation a été mise en place dans un certain nombre de pays (y compris au Maroc) qui oblige les banques à estimer leur exposition au «risque de transition, physique et juridique» selon différents scénarios de changement climatique.<sup>48</sup>

Dans ce contexte, l'ONU et les bailleurs de fonds appellent également à «l'innovation financière»<sup>49</sup> et au développement de produits financiers tels que les PPP, les obligations vertes et les «financements mixtes».

Vous trouverez ci-dessous un aperçu de la nature et du champ de ces produits en Égypte et au Maroc, ainsi que des initiatives et des programmes visant à promouvoir l'innovation financière pour le climat dans ces deux pays.

---

41 *Restructuring Public Utilities for Competition*, Published by OECD, 2001.

42 *Morocco Infrastructure Review*, Published by The World Bank, May 2020.

43 *Catalyzing Climate Finance: A Guidebook on Policy and Financing Options to Support Green, Low-Emission and Climate-Resilient Development*, Published by UNEP, April 2011.

44 *Nubian Suns (Egypt): Scale At Speed*, Published by International Finance Corporation World Bank Group,

45 *Morocco Infrastructure Review*, Published by The World Bank, May 2020.

46 *New Directions in Social Policy in the MENA Region*, Published by UNRISD, November 2018

47 *IMF Working paper: Macroeconomic and Financial Policies for Climate Change Mitigation: A Review of the Literature*, Published by IMF, September 2019.

48 *Bank Al Maghrib, Directive relative au dispositif de gestion des risques financiers liés au changement climatique et à l'environnement*, Published by Bank Al Maghrib, 4 March 2021

49 *Financial Innovation for the SDGs*, United Nations Global Impact.

## a. Financement privé du climat en Égypte

### Aperçu des produits

#### i. PPPs<sup>50</sup>

Cinquante-cinq projets, pour un montant total de 10,3 milliards d'USD, ont été clôturés depuis 1990. Le projet le plus important a été le terminal à conteneurs du canal de Suez, en 2000 d'un montant de 893,9 millions d'USD. Le projet le plus récent a été le parc éolien West Bakr, dont la clôture financière a eu lieu en 2019 pour un montant de 35 millions d'USD. 53 projets sont en cours de construction ou d'exploitation pour un encours estimé à 3,5 milliards USD.

#### ii. Obligations vertes

L'Égypte est le premier gouvernement de la région MENA à avoir émis une obligation verte. Le montant de l'émission s'est élevé à 750 millions USD et visait principalement à financer des projets de transport propre.

En outre, le Ministère de la planification et du Développement Économique et le Ministère de l'Environnement ont conçu et mis en œuvre les Lignes Directrices<sup>51</sup> pour un Environnement Durable, un ensemble de critères visant à garantir le verdissement du budget national. Selon ces critères, 15 % des projets financés par le budget public dans le cadre du plan national d'investissement l'année «physique 2020–2021 sont des projets verts. Le gouvernement veut doubler cet objectif (atteindre les 30 % du plan d'investissement national) pour l'année 2021/2022 et vise à atteindre 50 % de projets verts pour l'année 2024/2025.

La licence globale du ministère des finances pour l'émission d'obligations est de 7,8 milliards USD. L'encours estimé des obligations vertes est de 750 millions USD.

#### iii. Financements mixtes (“Blended finance”)

Sur la base des rapports des bailleurs de fonds,<sup>52</sup> le montant estimé des encours de prêts est d'environ 27,9 milliards de USD.<sup>53</sup> Pour obtenir le montant total des financements mixtes en Égypte (c'est-à-dire incluant la partie financée par le secteur privé), on pourrait considérer, sur la base de ces chiffres, que seulement 70% des financements des BMD/IFD sont des «financements mixtes» et que le ratio entre les BMD/IFD et les financements privés est de 50/50. Cela aboutirait à un encours global de USD 39,1 milliards incluant la part de contribution privée.

---

50 PPP Knowledge Lab, Egypt, 1 September 2021.

51 Decarbonisation et économie verte : Guide des programmes de financement et d'appui pour les entreprises marocaines—AMEE

52 IFC, EIB, EBRD, IDB, ADB, AFD, KfW, GIZ, FMO, IBRD/IDA are the sources for these numbers

53 This estimation may involve some double accounting bearing in mind that individual OUTMDBs/DFIs may in practice only be covering a share of the PPPs referenced in their reports.



## Initiatives pour promouvoir l'innovation financière en Égypte

Des mesures ont été prises pour promouvoir l'innovation financière, principalement pour faciliter le financement privé des projets d'énergie renouvelable. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des principales mesures identifiées.

- Programme de réforme des subventions au secteur de l'électricité (partiellement reporté)<sup>54</sup>
- Amélioration des tarifs de rachat (FIT)<sup>55</sup>
- Promotion de la construction, du transfert et des contrats EPC<sup>56</sup>
- Attribution des contrats par le biais d'un processus d'enchères
- Développement du contenu local dans les projets d'énergie renouvelable
- Ouverture légale pour permettre au secteur privé de jouer un rôle dans la production d'énergie (actuellement seulement 10% de la production, principalement dans les énergies non renouvelables).<sup>57</sup>

## b. Financement privé du climat au Maroc

### Aperçu des Produits

#### i. PPPs<sup>58</sup>

Trente et un projets, pour un montant total de 22,3 milliards d'USD, ont été clôturés depuis 1990. Le plus grand projet a été celui de la Lyonnaise des Eaux de Casablanca (clôture financière en 1997, 3 milliards d'USD) et le projet le plus récent finalisé a été la phase 1 de la centrale CSP-PV de NOOR MIDELT (clôture financière en 2020, 837,5 millions d'USD).

#### ii. Obligations vertes

Le Maroc est très actif sur le marché des obligations vertes à travers une série d'émetteurs pour un total de 4 milliards de dirhams (447 millions USD) en 2016.<sup>59</sup> Les émetteurs ont été : MASEN, Bank of Africa, AttijariWafa Bank, Banque Populaire, Al Omrane et Casablanca Finance City.

#### iii. Financements mixtes (Blended finance)

Les financements mixtes sont très importants au Maroc. Un bref aperçu par banque de développement est inclus ci-dessous.

---

54 Electricity Sector Liberalization in Egypt: Features, Challenges and Opportunities for Market integration, KAPSARC, September 2020

55 *Nubian Suns (Egypt): Scale At Speed*, International Finance Corporation, WorldBank Group, 13 march 2019

56 *The Renewable Energy Law Review: Egypt*, The Law Reviews, Donia Al Mazghouny, 10 August 2021

57 Country Profiles : Egypt, Res4Med, November 2015

58 PPP Knowledge Lab, Egypt, 1 September 2021.

59 *Green Bonds : Les émissions en stand-by*, Finance News Hebdo, 09 March 2020, visited 1 September 2021

**Tableau 2 : Volumes de financement mixtes:**

<p><b>a. African Dvpt Bank<sup>60</sup></b> i. 7.9 Billion US\$ depuis le 10/09/1964</p> <p><b>b. AFD<sup>61</sup></b> i. 92 projets ii. 5,6 Billion € (1967–2016)</p> <p><b>c. EBRD<sup>62</sup></b> i. 73 Projets au total ii. 60 projets actifs iii. €2,949 millions d’investissements cumulatifs iv. €1,611 millions du portfolio actuel de projets v. 44% Part du secteur privé dans le portfolio vi. 5% Equity share du portfolio</p> <p><b>d. EIB<sup>63</sup></b> i. 129 Projets depuis 1979 ii. 8,64 Billion € iii. 15 partenaires locaux</p> <p><b>e. FMO<sup>64</sup></b> i. 2 Investissements ii. 11 500 000 US\$</p>	<p><b>f. GIZ<sup>65</sup></b> i. 44 projets en cours ii. 198.238.234 € Volume général des commissions des projets en cours iii. 6% share de Co-Financement</p> <p><b>g. IBRD/IDA<sup>66</sup></b> i. 16 681 340 000 US\$ entre 1963 et 2018 ii. 189 Projets entre 1963 et 2018</p> <p><b>h. Islamic Dvpt Bank<sup>67</sup></b> i. 246 Projets ii. 215 projets complétés iii. 31 Actifs iv. Financements totaux 6,9 Billion US\$ v. A rejoint le 12 Août 1974</p> <p><b>i. KFW<sup>68</sup></b> i. 84 engagements entre 2007 et 2020 ii. 4 065 447 760 € investis entre 2007 et 2020</p>
---	---

## Initiatives pour promouvoir l’innovation financière au Maroc

Des mesures ont été prises pour promouvoir l’innovation financière, ce qui a surtout permis le financement privé de projets d’énergie renouvelable et à décentraliser les processus et les projets de financement. Vous trouverez ci-dessous un aperçu des principales mesures identifiées.

- Des mesures pour faciliter le financement privé des projets d’énergie renouvelable.
- Création de «Sociétés Régionales Multiservices (SA à actionnariat public)» pour décentraliser les processus de financement et les projets.
- Réforme du cadre juridique de l’autoproduction d’électricité, Loi n° 13–09
- Attribution des contrats par le biais d’enchères
- Annulation des subventions aux combustibles fossiles à l’exception du GPL butane

60 African Development Bank in Morocco

61 Agence Française du Développement in Morocco

62 European Bank for Reconstruction and Development in Morocco

63 Morocco and the European Investment Bank

64 FMO Investments in Morocco

65 GIZ Investments in Morocco

66 World Bank Data : Morocco, Projects & Operations

67 Islamic Development Bank summary in Egypt

68 KFW World Data

## Conclusions de la session 1<sup>69</sup>

Les conclusions ci-dessous reflètent les résultats de la recherche mais aussi les opinions des participants telles qu'elles ont été exprimées lors des réunions bilatérales et de groupe.

- **La participation du secteur privé au financement de la lutte contre le changement climatique est minime.**
- La plupart des **financements privés** existants sont **soutenus par des fonds publics et sont libellés en devises étrangères.**
- **La participation du financement privé est particulièrement absente dans le domaine de l'adaptation au changement climatique**, bien qu'il s'agisse du besoin le plus aigu dans le contexte Égyptien et Marocain. Le financement de l'adaptation requiert plus d'attention et une définition plus large. On peut constater une contradiction entre les discours politiques des deux pays qui donnent une priorité à l'adaptation et la réalité du terrain qui se concentre sur l'atténuation
- En outre, **les besoins** de financement de la lutte contre le changement climatique ne peuvent être isolés et doivent être pensés dans le contexte plus large **des ODD**. Ainsi, dans les pays en développement émergents, le changement climatique doit être placé dans le contexte **du développement économique.**
- **La nature** exacte et l'ampleur des besoins d'impacts doivent **être évaluées**. Pour mettre en place un **processus pertinent d'évaluation de la nature et de l'ampleur des besoins**, il est important de tenir compte du **niveau local** et d'écouter les territoires
- **Les priorités doivent être** correctement fixées de manière à intégrer correctement et pleinement le changement climatique dans le cadre du développement économique.
- Les **financements mixtes** dont l'objectif est de faciliter les financements privés jouent déjà un rôle important **mais devrait être réexaminés pour en augmenter encore l'impact et alléger les charges sur les budgets nationaux.**
- **Les lacunes en matière de technologie et de capacités doivent être prises en considération** tout en visant à maximiser les solutions et les modèles commerciaux locaux.

---

69 Egypt Group Discussion—Reflective Cycle UNEP FI, M. Sherif Dawoud, Ministry of Planning and Economic Development, 27 July 2021

# Session 2 : Les obstacles et les problèmes sous-jacents pour la finance privée du climat

Dans cette Session nous avons, dans un premier temps établi la définition de ce que l'on doit entendre par finance privée. Puis nous avons examiné les conditions générales auxquelles doivent satisfaire les financements privés, suivi d'un examen en profondeur des obstacles spécifiques qui bloquent le financement privé dans les quatre catégories d'actions d'atténuation et d'adaptation analysés dans la première session. Enfin, nous avons tiré des conclusions sur les problèmes sous-jacents et avons identifiés les principes généraux permettant de surmonter les obstacles.

## 1. Définition de la finance privée

### a. Quels critères pour la finance privée ?

Dans un contexte où les ressources publiques nationales sont limitées, **le financement privé** devrait apporter des ressources financières supplémentaires et éviter ou réduire la nécessité d'avoir recours **au budget national** pour soutenir les investissements nécessaires à la réalisation des ODDs et à la lutte contre le changement climatique.

**La question principale n'est pas de savoir si le financement est fourni par une institution privée, mais si le financement mis en place affectera ou non le budget national**, que ce soit directement à la mise en place des financements ou lors de leur remboursement.

En partant de ce principe, seules les institutions ou structures financières privées qui financent des entreprises privées ou des projets privés peuvent être considérées comme des **financements privés stricto sensu**.

Le financement des entreprises nationales pourra cependant être considéré comme un financement privé, à condition que celles-ci opèrent dans un contexte de **concurrence ouverte** avec le secteur privé. En particulier elles ne pourront pas opérer et sur la base de prix réglementés.

Les cas où l'impact sur le budget national est seulement **atténué/réduit** sont toutefois également pertinents et doivent donc être pris en considération.

## **b. Quelle est la part de la finance privée dans la "finance innovante"?**

Lorsqu'on parle de «financements innovants» impliquant des «financements privés», les techniques/produits financiers habituellement envisagés sont les PPP (partenariats public-privé), les obligations vertes, les financements mixtes et le «bundling». Il convient de s'interroger sur le statut du financement privé dans ces techniques/produits : quel est l'impact de ces produits sur les budgets nationaux ?

**Les PPP (partenariats public-privé)** sont des projets dans lesquels le secteur privé (entreprises et institutions financières) fournit une infrastructure avec une garantie de l'État sous différentes formes (loyer, garantie directe, garantie conditionnelle en cas de cash-flow insuffisant, etc.). **Dans la plupart des cas, les PPP constituent donc une charge directe ou potentielle pour le budget national.**

**Les Obligations Vertes** peuvent être émises par des entités souveraines, publiques ou privées, y compris des institutions financières. Dans le cas des institutions financières, le produit d'une obligation verte est généralement destiné à refinancer des actifs verts qui figurent ou figureront dans les livres de l'émetteur, ce qui signifie que le risque pris par les détenteurs d'obligations concerne l'émetteur et non les actifs sous-jacents. **Par conséquent, les obligations vertes émises par des institutions financières privées ne sont qu'un instrument de refinancement et n'apportent pas de financement supplémentaire aux projets/entreprises.** Donc, seules les obligations vertes directement émises par des entreprises privées peuvent être considérées comme un financement privé supplémentaire, même si l'on peut affirmer que les entreprises qui émettent des obligations vertes sont également en mesure de lever des fonds par le biais d'obligations ordinaires.

**Financements mixtes:** les financements mixtes consistent en des financements privés qui bénéficient du soutien d'institutions financières spécialisées : bailleurs de fonds (banques multilatérales de développement/BMDs), institutions financières de développement (IFDs) et/ou institutions financières publiques locales/nationales.

Le soutien de ces institutions peut consister en un refinancement et/ou un partage des risques sur des actifs financiers qui sont originés par des institutions financières privées locales ou étrangères.

Les financements des agences de crédit à l'exportation (ACE) peuvent être ajoutés à cette catégorie (soit qu'elles fournissent un financement direct ou une purement une garantie de crédit).

**Les financements mixtes offrent un soutien au secteur financier privé qui peut alors réduire tout ou partie de la charge qui pèse sur les budgets nationaux...**mais l'intervention des institutions financières spécialisées peuvent à leur tour peser sur les budgets nationaux ou étrangers.

**Le «Bundling»** est une technique consistant à regrouper un ensemble de petits actifs

financiers pour constituer un «actif groupé» visant à attirer des financements privés qui ne seraient pas intéressés par les actifs individuels en raison de leur petite taille.

Dans la pratique, ce mécanisme est généralement déployé en tant que financement mixte et a donc les mêmes répercussions sur le budget national. Il convient de noter que les cas de regroupement d'actifs sont relativement rares—aucun n'a été identifié en Égypte, ni au Maroc.

En conclusion, la question de la finance privée du climat n'est pas une question "de produits d'innovation financière". C'est tout le contraire, la question c'est de savoir si la finance privée peut financer le climat dans le cadre de son activité normale. Pour cette raison, il faut repartir de la base et de comprendre quelles sont les conditions qui rendent possible la finance privée. (Voir section suivante).

## 2. Conditions pour rendre possible la finance privée (considérations micro-économiques)

### a. Quelles sont les conditions de base auxquelles les financements privés doivent satisfaire ?

Nous allons maintenant nous pencher sur les conditions de base qui rendent possible un financement privé.

La finance privée a besoin d'être dans une position où elle est capable de répondre à ses propres exigences pour pouvoir ensuite financer un projet donné ou une entreprise.

De manière Générale, **tout ce qui est économiquement viable, peut être financé par le secteur privé**. Cependant, le secteur privé doit aussi agir que dans **les limites de ses propres contraintes**. Ces contraintes et limites sont examinées ci-dessous.

#### Profil risque/rendement approprié du projet ou de l'emprunteur

Toute entreprise/projet rentable peut être financé. Les bénéfices réalisés par une société/ un projet constituent en effet la source normale de remboursement d'un financement d'investissement.

Pour améliorer le profil de risque, il peut être nécessaire de mettre en place des garanties complémentaires (actifs fixes ou courants, garanties personnelles).

Lorsque le rendement du risque d'un projet/d'une entreprise est considéré comme acceptable, le financement privé ajuste la durée du prêt et sa tarification en fonction des critères de risque/rendement.

## **Stabilité des devises/financements en devises étrangères/financements locaux**

Le financement privé ne souhaite pas prendre de risques de change (qui peuvent apparaître lorsque la devise de l'investissement (devise étrangère) est différente de la devise des revenus (devise locale)).

Les prix en monnaie locale indexés sur la monnaie étrangère ne sont qu'une solution partielle puisque l'utilisateur final supporte de facto le risque de change, ce qui peut devenir insupportable pour l'utilisateur final.

Dans le cas de remboursement en devises étrangères cela suppose aussi d'avoir un accès libre à la monnaie étrangère (contrôle des changes, convertibilité de la devise locale).

Enfin, les financements en devises étrangères présupposent que les institutions financières aient accès à ces devises à un prix compétitif. Les institutions financières nationales y ont peu accès ou à des prix non compétitifs par rapport aux institutions financières étrangères. Cela crée une dépendance.

Pour catalyser le financement privé local, il sera nécessaire de favoriser le développement de la production locale en monnaie locale.

## **Durée appropriée des prêts et gestion du risque de transformation**

Comme mentionné plus haut, la durée des prêts doit être adaptée aux délais de retour sur investissement, ce qui signifie que des prêts à moyen et long terme doivent être mis en place. En l'absence d'un marché du financement de la dette à moyen et long terme, les banques locales, lorsqu'elles accordent des financements en monnaie locale, supportent un risque de transformation et ne sont pas en bonne position pour proposer un taux d'intérêt fixe.

## **Taille de transaction appropriée au regard du coût des structures de financement**

Certaines opérations nécessitent la mise en place de structures juridiques et de solutions financières complexes et/ou peuvent entraîner des coûts administratifs élevés.

A titre d'indication générale :

- Les structures de financement de projet peuvent supporter ces coûts lorsque les transactions sont > à 100 millions USD.
- Les structures de fonds peuvent supporter ces coûts lorsque les transactions sont > à 500 millions USD.

## b. Quels sont les obstacles et questions particulières relatives au financement privé de l'action climatique (atténuation et adaptation) ?

Différentes questions et obstacles sont associés à chacune des catégories d'action.

### Réduction des GES

Le secteur privé et la finance privée peuvent être impliqués dans la production d'énergie, mais ils devront assumer un risque souverain indirect ou direct. Cela signifie que les structures de financement auront un certain impact budgétaire.

Pour faciliter le financement privé, les efforts doivent se concentrer sur l'amélioration de la pertinence des financements mixtes, afin de s'assurer qu'ils couvrent les seuls risques que le financement privé n'est pas en mesure de prendre.

Un autre domaine d'intervention pour le financement privé est celui des financements d'investissements plus larges incluant un volet de production d'énergie. Cette voie s'ouvre avec le développement des autorisations d'autoproduction d'énergie.

Il faut aussi tenir compte d'un certain nombre d'autres considérations :

**Rôle de l'État.** Le niveau de contrôle de l'État sur la chaîne de valeur exploration/production/transport/distribution et les difficultés sociales rencontrées pour réduire les subventions créent de facto un risque souverain direct ou indirect et un poids pour les budgets nationaux. Ce risque souverain constitue le principal obstacle au financement privé.

L'implication de l'État dans le secteur de l'énergie devrait se poursuivre. Des régimes ont été mis en place pour faciliter la contribution du secteur privé sans cependant éliminer tous les risques souverains. Ces dispositifs permettent cependant d'alléger partiellement le budget national malgré les différents aspects d'engagements de l'État qui subsistent (risque de change, tarifs...).

**Cible énergétique.** Fixer des objectifs relatifs au mix énergétique global plutôt qu'aux seules énergies renouvelables permettrait d'ouvrir de nouvelles opportunités pour le secteur privé. Cela clarifierait la question des grands barrages hydro électriques et du nucléaire. Le financement du gaz en remplacement du charbon ou du fuel pourrait alors aussi faire partie de la réduction des émissions de GES.

En effet, la question du gaz est essentielle pour le Maroc comme pour l'Égypte. L'Égypte est un grand producteur de gaz et exporte également de l'électricité produite par ses centrales à gaz. Le Maroc va diversifier ses importations d'énergie en augmentant ses importations de gaz (gazoduc depuis le Nigeria et méthaniers).

### Consommation d'énergie/efficacité énergétique

Tout d'abord il faut souligner qu'il s'agit dans le cadre des pays en développement d'économie d'énergie relative et que la consommation globale d'énergie va croître. Dans un contexte de marché émergent, réduire la consommation globale d'énergie comparé au niveau actuel n'est pas une option. Les principaux facteurs conduisant à une augmentation de la consommation sont : Le développement économique, l'augmentation de la



population, la pénurie d'eau et l'augmentation de la demande en eau (la désalinisation nécessite de de l'énergie)

Les investissements dans l'efficacité énergétique se heurtent à des obstacles généraux, mais d'autres sont spécifiques aux secteurs où les gains d'efficacité énergétique pourraient être importants (immobilier, transports, agriculture). Nous examinerons d'abord les obstacles généraux, puis les problèmes spécifiques aux secteurs.

## **i. Efficacité énergétique : obstacles intrinsèques**

### **La nature transversale de l'efficacité énergétique**

Du côté positif, l'efficacité énergétique est intersectorielle et constitue un très large éventail d'opportunités. En revanche, le financement de l'efficacité énergétique n'est pas spécifique à un secteur, ce qui la rend plus difficile à identifier et complique l'orientation des capitaux vers l'efficacité énergétique.

Comme l'efficacité énergétique n'est pas un secteur en tant que tel et qu'elle est souvent intégrée dans des programmes d'investissement plus larges, le financement ne peut pas être considéré comme un «financement de projet d'efficacité énergétique» spécifique, contrairement aux «financements de projet d'énergie renouvelable». Cela signifie que le financement de l'efficacité énergétique doit être pris en compte dans des programmes plus larges de financement.

### **Le challenge du niveau des économies financières et de leur attractivité**

L'efficacité énergétique permet de réduire les coûts, plutôt que de créer de flux positifs de trésorerie. Les réductions de coûts sont difficiles à monétiser s'ils ne sont pas associés à des revenus («cash-flows»). De plus, les niveaux d'économies peuvent ne pas être attractifs lorsque les prix de l'énergie sont subventionnés. En termes financiers, plus l'énergie est subventionnée, plus les économies liées à l'efficacité énergétique sont faibles ce qui n'est pas de nature à inciter les investissements en faveur de l'efficacité énergétique.

Le retour sur investissement de l'efficacité énergétique considéré isolément ne se compare pas non plus souvent favorablement à d'autres opportunités d'investissement. En général, seuls les projets d'efficacité énergétique dont le rendement est inférieur à trois ans sont financés.

### **Crédits non-spécifiques**

Le financement n'est pas accordé sur la base des économies elles-mêmes mais sur la valeur de crédit des emprunteurs. Pour cette raison, la structure de financement n'est pas spécifique. Lorsqu'il est inclus dans des financements plus larges, l'objectif d'efficacité énergétique partielle des prêts n'est pas toujours mentionné.

### **Taxonomies limitatives**

Les programmes proposés par certains bailleurs de fonds limitent le soutien à la seule partie efficacité énergétique d'investissements plus larges (la partie efficacité énergétique calculée est généralement basée sur une taxonomie des biens d'équipement «approuvés» inclus dans l'investissement global).

## ii. Obstacles spécifiques aux secteurs

### Immobilier

L'immobilier est l'un des principaux secteurs où des gains énergétiques doivent être recherchés. Les approches actuelles reposent sur d'importantes subventions gouvernementales.

### Construction

Les coûts supplémentaires encourus pour atteindre des normes d'efficacité énergétique élevées au-delà de ce qui est requis par la réglementation ne peuvent pas être reflétés dans les prix de vente. L'obstacle est donc technique plutôt que financier : il s'agit de ne pas créer de coûts supplémentaires.

### Travaux de rénovation

Le financement de l'efficacité énergétique dans le cadre de rénovation s'appuie généralement sur la qualité de risque de l'emprunteur qui n'agit qu'en fonction des subventions gouvernementales. D'un point de vue financier, ce type de financement est à assimiler au crédit à la consommation ou aux prêts hypothécaires (lorsque la rénovation s'inscrit dans un contexte d'acquisition).

Les produits financiers s'appuyant sur les économies de coûts liés à l'efficacité énergétique n'ont pas encore été mis en place.

### Transport

Le transport est un secteur d'importance pour l'efficacité énergétique. Le sujet est principalement perçu comme une question de transports publics/collectifs (bus, métro, trains). En outre, l'efficacité énergétique est recherchée par l'évolution des normes de construction et l'introduction de contraintes de carburant et de restrictions de vitesse pour les voitures privées/camions.

Parmi les autres actions, citons celles des constructeurs d'avions, qui s'engagent à réduire la consommation d'énergie et investissent dans la R&D pour les avions à hydrogène. On observe également une évolution dans le secteur du transport maritime, où des navires fonctionnant au gaz sont envisagés.

Comme pour le secteur de l'immobilier, l'obstacle du financement climatique pour le secteur des transports est d'ordre technique, à savoir atteindre des coûts acceptables pour les nouvelles technologies qui nécessitent de lourds investissements (par exemple, les véhicules électriques ou à hydrogène). Dans certains cas, les coûts supplémentaires sont supportés par les gouvernements sous la forme de subventions ou d'incitations fiscales.

Si l'accent était mis sur la mobilité et la réduction du besoin de transport, plutôt que sur les moyens et les infrastructures de transport, de nouvelles opportunités s'offriraient au secteur privé. En mettant l'accent sur la mobilité, on pourrait promouvoir de nouveaux «business models» et faire émerger de nouvelles entreprises articulées sur les impacts que la finance privée pourrait soutenir.

## **Agriculture**

L'agriculture est à la fois gourmande en énergie et en eau. La disponibilité permanente de l'eau est le principal problème de l'agriculture et la production d'eau (pompage, désalinisation), le recyclage et/ou l'irrigation demandent beaucoup d'énergie. Par conséquent, l'utilisation rationnelle de l'eau engendre également l'utilisation rationnelle de l'énergie, ce qui permet de réaliser une double économie.

L'obstacle est que les prix subventionnés de l'eau, ainsi que les subventions à l'énergie, réduisent l'ampleur des économies qui peuvent être réalisées et diminuent les incitations à investir dans l'efficacité.

## **Capture de GES**

Le captage du gaz (pétrole, charbon) n'est pas rentable en tant que tel. Seule une réglementation créant des taxes sur les émissions de GES inciterait à investir dans la capture du gaz pour éviter les taxes. Même si l'objectif du financement serait d'éviter les taxes, la structure du financement ne serait pas spécifique.

Le financement forestier au Maroc n'est pas du domaine de la finance privée, mais les investissements dans le tourisme lié à la forêt pourrait être étudié.

## **Adaptation**

L'adaptation, dans sa définition traditionnelle, signifie des coûts et non des revenus. L'implication importante est que l'adaptation ne peut pas être financée en tant que telle, et que les financements privés ne peuvent être accordés qu'aux entreprises/projets supportant ces coûts en fonction de leur solvabilité.

La question clé est de définir de ce qui peut être qualifié de «financement de l'adaptation» (voir la session précédente).

Les investissements relatifs à l'eau font partie des investissements qui devraient qualifier. Cependant, le financement de l'eau se heurte exactement aux mêmes obstacles que la production d'énergie et l'efficacité énergétique, ce qui signifie que, même s'il crée des possibilités de contribution du secteur privé, subsistera toujours un impact sur le budget National.

Ce qui permettrait de débloquent un plus large éventail d'opportunités serait d'étendre la notion de financement de l'adaptation aux secteurs dépendant de l'eau, tels que l'agriculture et les activités agro-industrielles, le textile, le ciment, l'exploitation minière et/ou d'autres secteurs.

### Questions soulevées/pour une enquête plus approfondie:

- Existe-t-il des cas d'efficacité énergétique rentable < 3 ans ?
- Potentiel de couplage de l'efficacité énergétique avec des projets d'énergie renouvelable.
- Options pour des structures de financement basées sur la valeur financière des économies.
- Peut-on penser mobilité plutôt que transport ? (C'est-à-dire comment réduire le transport de marchandises, comment rendre les services disponibles localement, comment réduire la nécessité pour les gens de se déplacer)
- Dans quelle mesure le financement du climat peut-il être isolé du reste des ODD ?
- Quelle est l'ampleur du déficit de financement par rapport à la taille des marchés actuels, au niveau local et international?

## 3. Conditions supplémentaires pour le financement privé (considérations macro-économiques)

Même si les conditions micro-économiques pour le financement privé sont réunies, étant donné l'importance des besoins en ODD, le système financier privé peut faire face à des difficultés additionnelles d'ordre macro-économiques.

### a. Le déficit de financement

L'ampleur des besoins de financement en Égypte et au Maroc, et l'écart avec le niveau des financements disponibles dans les deux pays, constitue une composante cruciale de ce que doit accomplir la finance privée pour pouvoir jouer son rôle.

Commençons par souligner **l'ampleur du fossé qui doit être franchi en l'Afrique pour pouvoir atteindre les ODDs**. Le déficit est estimé à **1,3 trillion de dollars** d'investissement par an, alors que seulement 15% des besoins sont actuellement satisfaits.<sup>70</sup> L'ampleur même de ces besoins appelle de nouveaux modèles de développement économique ; le «business as usual» ne suffira pas à combler un tel fossé.

Nous allons illustrer ci-après les limites du «business as usual», toujours à l'échelle panafricaine.

### b. Besoins complémentaires en capital et en dette.

À titre indicatif, **le total des capitaux propres supplémentaires nécessaires serait de 4,8 trillions USD**, tandis que le total des encours de prêts supplémentaires nécessaires serait de 9,1 trillions de USD.

<sup>70</sup> *Rethinking Impact to Finance the SDGs: A Position Paper and Call to Action* prepared by the Positive Impact Initiative, Published by UNEP FI, November 2018

Ceci a été calculé sur la base du déficit d'investissement estimé à 1.3 trillions de USD par an, en supposant une durée moyenne de prêt de 10 ans pour ces investissements avec un ratio capitaux propres/dette de 30/70 pour les projets ou les entreprises portant ces investissements. Par ailleurs on a considéré un ratio de capital pour les banques prêteuses de 10/90.

Les 4,8 trillions de USD de fonds propres supplémentaires se décomposent en 3,9 trillions de USD pour les entreprises et les projets et 910 milliards de USD pour le secteur bancaire.

A titre de référence, il serait utile de comparer ce chiffre **à la capitalisation boursière actuelle des bourses du continent Africain.**

A titre d'exemple la capitalisation boursière du Johannesburg Stock Exchange (JSE) est évaluée à 1.1 trillion USD, celle de l'Egyptian Exchange (EGX) est évaluée à 44.5 milliards USD, et celle du Casablanca Stock Exchange (CSE) est évaluée à 71.3 milliards USD.

**L'addition des chiffres ci-dessus représente des 1,2 trillion USD.** Pour donner plus d'éléments de comparaison voici la capitalisation boursière de certains des plus grands stocks exchanges, ainsi que le volume des IDE (Investissements Directs Etrangers) en Afrique: Paris Euronext compte un capitalisation boursière de 2.1 trillion USD, tandis que celle du New York Stock Exchange (NYSE) est de 24.9 trillion USD et celle du NASDAQ est de 22.1 trillion USD.

**Le volume des IDE en 2015 s'est élevé à 67 milliards USD,** si nous prenons ce chiffre comme base de référence, cela signifie 670 milliards USD d'encours pour une période de 10 ans.

**Sur le plan de la dette,** il convient également de comparer le besoin de **9,1 trillions de USD** en encours de dette supplémentaire avec un certain nombre de **sources de financement.** Celles-ci sont décrites ci-dessous.

**Table 3 : Volume de diverses sources de financement**

Sources de financement	Situation actuelle
APD (Aide Publique au Développement)	Engagement de USD 50 milliards auprès de l'Afrique, équivaut à un volume d'encours de crédit de USD 500 milliards (NB. L'APD peut également prendre la forme de concessions)
BMDs (Banques multilatérales de développement)	Engagement de USD 25 milliards auprès de marchés émergents, équivaut à un volume d'encours de crédit de USD 250 milliards
OFDs (Organismes de financement du développement)	Engagement de USD 16 milliards auprès de l'Afrique sub-Saharienne de la part des 20 plus grandes OFDs, équivaut à un volume d'encours de crédit de USD 150 milliards

ACEs (Agence de Crédit Export)	Engagement de USD 5 milliards auprès de l'Afrique de la part des pays de l'OCDE, équivaut à un volume d'encours de crédit de USD 50 milliards
Emissions vertes africaines	USD 2 milliards, équivalence probable à un volume d'encours de USD 1,5 milliards.

L'ensemble de ces sources représente un volume d'encours de crédit de **951 milliards d'USD**.

Enfin, à titre de référence, les sources de financement susmentionnées (généralement prises en compte lorsqu'on examine la manière de financer les ODD) peuvent également être comparées **aux envois de fonds** en provenance des travailleurs émigrés (qui ne sont généralement pas pris en compte). En 2015, ceux-ci s'élevaient à 67 milliards USD en Afrique, ce qui signifie un encours de **670 milliards USD** sur une période de 10 ans.

**Pour résumer, les fonds propres (capital) supplémentaires nécessaires représentent 4 fois la capitalisation des principales bourses africaines et nécessitent quand même un multiple de 2,5 si on y rajoute les IDE.** C'est pourquoi, quelles que soient les sources de capitaux, l'ampleur des capitaux supplémentaires nécessaires est énorme.

**Du point de vue du crédit, les besoins sont près de dix fois supérieurs au volume de la dette actuellement disponible.**

**Remarquons que les transferts en provenance des travailleurs immigrés représentent 70% des sources de financement généralement répertoriées.** La canalisation de ces flux de devises étrangères vers le financement des investissements dans les ODD devrait être sérieusement envisagée.

### c. Implications

**L'ampleur du défi est tel, qu'il nécessite l'émergence d'entreprises et d'institutions financières locales—c'est-à-dire africaines—de premier plan.** Même si l'Afrique est globalement une économie ouverte, elle doit être en mesure de conduire son développement économique de l'intérieur, sans être dépendante de l'aide étrangère.

En bref, cette réalité macro-économique (la taille de l'écart par rapport à la taille de l'économie locale) est une préoccupation non seulement pour le secteur financier mais aussi pour les entreprises privées opérant en Afrique. **Il est nécessaire que les entreprises et les institutions financières sortent des sentiers battus.**

## Conclusions sessions 2

Comme nous l'avons vu, les conditions pour que le financement privé contribue à la lutte contre le changement climatique en Égypte au Maroc ne sont pas réunies, ce qui explique la forte dépendance aux incitations et garanties publiques.

Nous présentons ci-dessous trois observations clés émanant de cette exploration. Celles-ci nous conduisent à trois principes généraux qui pourraient éclairer sur la manière de surmonter les obstacles—ce dernier point étant l'objet de la Session 3.

Comme nous l'avons vu, les conditions pour que le financement privé contribue à la lutte contre le changement climatique en Égypte au Maroc ne sont pas réunies, ce qui explique la forte dépendance aux incitations et garanties publiques.

Nous présentons ci-dessous trois observations clés émanant de cette exploration. Celles-ci nous conduisent à trois principes généraux qui pourraient éclairer sur la manière de surmonter les obstacles—ce dernier point étant l'objet de la Session 3.

**La première observation est que l'action contre le changement climatique est une question intersectorielle.** La production d'énergie constitue la principale exception, puisque les énergies renouvelables sont un secteur à part entière. Pour les autres mesures, et notamment pour l'efficacité énergétique et pour l'adaptation, il n'y a pas de spécificité sectorielle. Au contraire, le sujet est un centre de coût réparti sur plusieurs secteurs.

Cela signifie qu'une analyse en profondeur du pourquoi/comment chaque secteur peut contribuer et comment il en est impacté, est nécessaire. Au-delà du secteur de l'énergie, parmi les nombreux autres secteurs qui jouent un rôle dans le changement climatique et/ou qui sont affectés par celui-ci, on peut citer:

- L'eau/les services publics (adaptation)
- Agriculture et agro-industrie (adaptation et efficacité énergétique, efficacité et préservation de l'eau)
- Transport (efficacité énergétique)
- Textile (efficacité de l'eau)
- Ciment (production d'énergie, efficacité énergétique et efficacité de l'eau)
- Mines (production et efficacité énergétique, efficacité de l'eau, préservation de l'eau)
- Chauffage et refroidissement des bâtiments (adaptation et efficacité énergétique)
- Informatique (adaptation et efficacité énergétique), notamment utilisation de l'intelligence artificielle (IA)
- Éclairage public (efficacité énergétique)
- Industrie générale (efficacité énergétique)
- Sylviculture (capture du carbone).

## Principe général n.1

### **Explorer le potentiel des différents secteurs et élargir la définition du financement climatique.**

**La deuxième observation est que les secteurs qui sont essentiels pour l'action contre le changement climatique, tels que les secteurs de l'énergie et des services publics, sont également fondamentaux pour le développement économique,** dans la mesure où ils fournissent et/ou permettent de fournir des services de base tels que l'électricité, l'eau et les solutions informatiques. En tant que tels, ils sont essentiels à la création d'emplois et de revenus qui constituent la base du bien-être général de la population.

Si la multiplicité des secteurs supplémentaires concernés peut être mise à profit pour développer le financement privé, dans une perspective de développement économique, il est également nécessaire de fixer correctement les priorités qui apporteront des revenus et des emplois.

Pour poursuivre la réforme économique, il faut faire avancer trois secteurs principaux qui sont stratégiques pour le gouvernement égyptien:

- le secteur manufacturier
- le secteur agricole
- le secteur informatique (notamment l'IA)

Selon les différents participants, les secteurs clés au Maroc seraient :

- l'eau
- agriculture et agro-industrie
- textile
- le tourisme

## Principe général n.2

### **Mieux comprendre les besoins des pays et fixer les priorités en conséquence**

**La troisième observation est que le changement climatique est étroitement lié à d'autres ODD (ou sujets d'impact).** Les impacts positifs et négatifs sur le climat peuvent être liés à d'autres impacts positifs et négatifs dans d'autres domaines. Par exemple : du côté négatif, l'augmentation des coûts de l'eau due au processus de désalinisation est nécessaire pour faire face à l'augmentation de la demande en eau, ce qui peut rendre l'eau moins abordable et créer à son tour des problèmes de sécurité alimentaire. Du côté positif, l'accès à la connectivité ou l'accès local aux emplois, à la nourriture et aux services tels que les soins de santé et l'éducation diminuent le besoin de mobilité qui, à son tour, peut réduire les émissions en réduisant les besoins de transport.

Puisque les revenus et/ou les économies de coûts peuvent être associés aux impacts, les interconnexions d'impacts sont une opportunité d'un point de vue financier. Ils permettront l'émergence de solutions qui ne peuvent exister si le changement climatique est considéré isolément.

## Principe général n.3

### **Analyser les liens entre le changement climatique et d'autres domaines d'impact afin de tirer parti de ces interconnexions.**



# Session 3 : Une feuille de route pour la finance privée du climat et des ODD en Égypte et au Maroc

Après avoir déduit trois principes généraux de l'examen du status quo actuel du financement du climat et des obstacles sous-jacents, nous exposerons dans la session 3 une proposition de feuille de route immédiate basée sur les trois principes généraux et une feuille de route à long terme qui ouvre la voie d'un mode de développement Africain.

## 1. Proposition d'une feuille de route immédiate

La mise en œuvre effective sur le terrain est le talon faible de beaucoup de programmes ou d'initiatives qui n'arrivent pas à passer à la phase pratique ou le font à une échelle trop petite.

Pour éviter cet écueil, nous proposons d'identifier et de travailler sur un certain nombre de **projets pilotes de taille significative (i.e. de l'ordre de USD 100/1000 millions), qui correspondent aux contraintes du secteur privé et dans le même temps de mettre en œuvre des actions de fond spécifiques qui viendront faciliter la mise en place des projets.** Il est aussi important que des "champions privés" dirigent leur(s) projet(s) comme des projets rentables et viables. Par la suite une approche similaire sera mise en place pour d'autres projets ODD/Climat en liaison avec les nombreuses initiatives des gouvernements des deux pays

Les trois actions spécifiques qui seront menées en parallèle des projets pilotes sont décrites ci-après.

## **a. Définition des priorités pour le secteur financier s'appuyant sur une meilleure compréhension des besoins d'impact/ODD en Égypte et au Maroc via une utilisation plus large de la Méthodologie «Holistique d'Analyse d'Impacts» et des Outils développés par le PNUE FI**

L'objectif de ce qui est décrit ci-dessous est de s'assurer que les projets sélectionnés soient alignés sur de réelles priorités et de maximiser le nombre d'impacts/objectifs couverts. À plus long terme, la Méthodologie et les Outils d'analyse d'impacts holistique seraient utilisés pour aligner les secteurs public et privé sur des objectifs et des projets communs.

L'élargissement du champ d'application du financement climatique (en particulier du financement de l'adaptation) est en soi une reconnaissance de l'interdépendance entre les différents ODD (dans ce cas, entre l'ODD Climat et l'ODD xxx).

Le Principe Général n.2—Mieux comprendre les besoins des pays et fixer les priorités en conséquence, demande d'aller plus loin encore. Il convient de prendre en considération l'ensemble des ODD pour fixer des objectifs prioritaires appropriés pour le secteur financier en matière de climat et d'ODD.

C'est également un premier pas dans l'application du Principe Général n.3—Analyser les liens entre le changement climatique et d'autres types d'impacts pour tirer parti de ces interconnexions.

Pour ce faire, il faut s'appuyer sur la Méthodologie et les Outils d'analyse holistique d'impacts du PNUE-FI, qui ont été conçus pour aider les institutions financières à analyser leurs portefeuilles sur l'ensemble des ODD et à fixer des objectifs commerciaux et d'impact en conséquence. La Méthodologie comprend un cadre d'évaluation des besoins afin de garantir que les priorités et les objectifs qui seront fixés soient alignés sur les besoins socio-économiques et les contraintes environnementales sur le terrain.

La figure 4 ci-dessous présente un résumé de la méthodologie holistique d'analyse d'impacts du PNUE- FI, ainsi que son cadre d'évaluation des besoins

On doit attirer l'attention sur deux sujets spécifiques qui doivent faire l'objet de développement et qui sont décrits ci-dessous. Ceux-ci visent à aligner les objectifs publics et privés et à s'assurer que les objectifs fixés soient cohérents avec les objectifs de rentabilité et les contraintes du secteur privé (tels qu'examinés dans la Session 2).

### **i. Revue par les Gouvernements de chacun des pays des "Besoins Pays" sur les angles économiques, sociaux et environnementaux (i.e. les ODD)/des priorités «Pays» actuellement identifiées dans l'Outil**

On devra notamment :

- Développer l'analyse de manière à couvrir non seulement l'échelle du pays mais un niveau plus local, car les besoins varient selon les régions.

- Analyser quels impacts sont actuellement délivrés par les secteurs économiques, lieux géographiques et type d'acteurs économiques (entreprises, coopératives, individus...) Déduire ce qu'il reste à réaliser («l'écart»).
- Élaborer un plan d'action pour combler cet écart («SDG/d'impacts»). NB : On devra aligner les indicateurs clés d'impact et les plans d'action avec les contraintes et les objectifs commerciaux du secteur privé et de la finance privée. Les indicateurs clés d'impact devront être définis non pas comme des agrégats macroéconomiques statiques, mais comme des impacts «vectoriels» qui génèrent des actions et des revenus. Les indicateurs clés d'impacts doivent être significatifs pour tous et constituer un langage commun intelligible par tous (gouvernement central et local, communautés, secteur privé/finance).

## ii. **Développer l'utilisation de la Méthodologie et des Outils du PNUE-FI par les institutions financières (en particulier les banques) et par les entreprises leaders de chacun des pays**

Créer dans chacun des pays :

- **Un groupe de travail** «institutions financières» sous l'autorité de la banque centrale qui regroupe les institutions **financières (utilisation de l'outil d'analyse d'impacts du portefeuille)**.
- Un groupe de travail «entreprise» sous une autorité à définir composé des entreprises leaders des secteurs clés (utilisation de l'outil d'analyse d'impact entreprises).

L'utilisation de l'outil oblige le secteur privé à prendre pour objectif, rapporté à leur propre activité les objectifs «Pays» (et régionaux quand ceux-ci sont établis)

Cependant s'agissant de mettre en place des plans d'action commerciaux susceptibles d'atteindre les objectifs d'impacts, ceux-ci ne seront mis en place que s'ils sont viables.

Le suivi du portefeuille des banques et la consolidation qui peut en être faite au niveau d'une Banque Centrale donnera une image micro-économique suffisamment complète pour être valablement comparée aux objectifs micro économique d'un gouvernement, ce d'autant plus qu'un effort aura été fait pour aligner les indicateurs clé de suivi.

Le suivi des entreprises leader des secteurs clés donnera une information complémentaire et contribuera fournir aux banques des informations renforçant la qualité d'analyse de leurs portefeuilles.

### Figure 3 : PNUE FI Méthodologie holistique d'analyse d'impacts :

La Méthodologie Holistique d'Analyse d'Impacts du PNUE-FI est un processus qui permet de comprendre et d'agir sur les impacts positifs et négatifs réels ou potentiels portés par une entreprise, un actif, ou un portefeuille dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux.

Le processus se déroule en deux phases principales. La première étape est celle de l'identification des impacts. Cela consiste à passer en revue la nature des activités de l'entreprise ou celles résultant des actifs ou du portefeuille concernés dans le contexte dans lequel ils sont produits. La question du contexte est clé pour s'assurer que les décisions qui seront prises et les objectifs qui seront fixés correspondront bien aux besoins réels et aux priorités des pays et de leur population. La question des besoins est donc au cœur de la méthodologie

La deuxième étape consiste à évaluer la performance actuelle de manière à permettre aux utilisateurs de fixer des actions de progrès significatives. Par exemple en fonction du contexte, une banque spécialisée dans la clientèle de particulier pourrait chercher à développer un plan d'action en direction des populations fragiles, une banque active auprès des entreprises pourrait se donner pour but de développer un portefeuille dans l'agro-alimentaire, d'y introduire des objectifs en matière d'efficacité énergétique et d'efficacité d'utilisation de l'eau pour soutenir un secteur d'activité clé du pays significativement exposé au changement climatique.

1. Identification de l'Impact	2. Évaluation d'Impact	3. Action
Identification des zones d'impact associées à l'objet d'analyse, aussi faibles que les besoins d'impact dans le ou les lieux où l'objet d'analyse se trouve ou avec lesquels il interagit.	Détermination des impacts réels et évaluation des performances d'impact par rapport à la plupart des zones d'impact	Définition des stratégies, établissement des plans d'action et fixation des objectifs (financiers et extra-financiers)

La méthodologie est actuellement mise en œuvre à travers 4 outils qui ont été développés à l'attention de publics différents et pour analyser différents sujets : l'Outil Analyse d'Impacts Entreprises, l'Outil Portefeuille Banques, l'Outil Analyse de Gestion d'Actifs, l'Outil Actifs Immobiliers.

[Pour plus d'informations](#)

## **b. Évolution du champ d'application de ce qui peut être qualifié de «financement climat» à travers une taxonomie opérationnelle**

Le changement climatique à une signification fondamentalement différente pour les pays développés pour qui il s'agit d'atténuation et de compensation des dommages causés aux pays en développement par l'industrialisation passée et présente et pour les pays en développement, pour qui il s'agit d'adaptation dans le cadre de leur développement économique.

Le changement climatique doit en effet être considéré comme un obstacle supplémentaire au développement et subordonné au programme de développement socio-économique du Maroc et de l'Égypte. Cette réalité devrait servir de base à la définition de ce que l'on entend par adaptation au changement climatique. En bref, le changement climatique doit être intégré dans la logique du développement économique et de l'ensemble de ses priorités et non l'inverse.

Conformément au Principe Général n.1, le potentiel des différents secteurs doit être exploré minutieusement afin d'élargir la définition du financement climatique. Une taxonomie opérationnelle, identifiant les secteurs les plus exposés au changement climatique, faciliterait une plus grande implication du secteur privé.

Cet élargissement du champ d'application est particulièrement important si l'on considère que certains des secteurs (services publics, agriculture) les plus touchés par le changement climatique sont essentiels pour répondre aux besoins humains fondamentaux tels que la nourriture et l'eau. Une proposition sommaire est incluse ci-dessous dans la figure 5.

#### Figure 4 : Vers une taxonomie opérationnelle pour le financement de l'adaptation :

La pénurie d'eau est l'une des premières conséquences du changement climatique dans des pays comme le Maroc et l'Égypte. L'agriculture, la pisciculture et l'agro-industrie, ainsi que d'autres secteurs économiques (textile, mines, tourisme, autres ?) sont mis en danger par la rareté de l'eau.

##### Inclusions proposées

**Eau** : Tous les investissements/coûts liés à la préservation des ressources en eau, au traitement, au recyclage, aux eaux usées, aux processus conduisant à une utilisation efficace de l'eau, à la production d'eau alternative (dessalement).

**Agriculture et agro-industrie** : Tous les investissements/coûts agricoles situés dans les "zones de pénurie d'eau" à condition que :

- **la culture** intègre une utilisation intelligente de l'eau, la préservation de l'aquifère, l'utilisation d'énergies renouvelables et exclue les OGM ; et que
- l'élevage soit extensif.

NB. Les investissements incluent les machines, le stockage, le transport, l'abattage, la transformation (i.e. toute la filière de l'agro-industrie)

##### Autres industries sélectionnées

(Des normes devront être fixées concernant l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de l'énergie et la source d'énergie utilisée)

La taxonomie ci-dessus aidera à définir/identifier les projets pilotes, bien que, comme déjà indiqué, d'autres facteurs devront être pris en considération afin de s'assurer que les priorités des pays soient respectées (voir section suivante). En fin de compte, les Lignes directrices pour l'optimisation des financements mixtes combinées au nouveau champ d'application de l'adaptation climatique devraient aider à définir des «programmes de financements mixtes» Égyptiens et Marocains qui pourraient être ensuite proposés aux MDBs/DFIs qui y apporteraient leur soutien.

### c. Lignes directrices générales pour l'optimisation des solutions de financements mixtes

En définitive, l'objectif des programmes de financement mixtes est de faciliter le financement privé en s'adaptant aux besoins du secteur privé et d'optimiser l'utilisation de ressources publiques limitées. Différentes techniques peuvent être envisagées : partage du risque de crédit (dette pari passu, junior et senior), création de fonds, structures de garantie, couverture du risque de change, couverture du risque de liquidité, participation au capital/quasi-capital, effet de levier des subventions, etc.

Dans un premier temps, un examen des programmes existants et de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas pourrait être effectué. À partir de cet examen, des lignes directrices générales pourraient en découler et appliquées dans le contexte des projets pilotes, en utilisant les techniques les plus appropriées dans chaque cas.

## 2. Proposition de feuille de route à long terme

L'élargissement du champ des définitions, une meilleure compréhension des besoins et l'amélioration de l'efficacité des solutions actuelles donneront des résultats, mais cela ne changera pas le fait que les actions liées au changement climatique, telles que l'efficacité énergétique et l'adaptation, ne sont pas des secteurs, ni des activités génératrices de flux de trésorerie. Pour aller plus loin, il est nécessaire de tirer pleinement parti de l'interconnexion entre les questions de changement climatique et les autres questions liées aux ODD—conformément au Principe Général n.3—Analyser les liens entre le changement climatique et tirer parti des interconnexions.

Les solutions actuelles pour répondre au développement économique et aux besoins sociaux dans les limites de la planète ont été élaborées principalement par les pays développés et reflètent par conséquent leur propre modèle de développement.

Malgré les succès qui seront obtenus grâce à la «feuille de route immédiate», les résultats seront insuffisants pour répondre à tous les besoins en Égypte et au Maroc. Les spécificités égyptiennes et marocaines doivent être davantage prises en considération. Les solutions internationales peuvent répondre partiellement aux problèmes et aux besoins, mais l'Égypte et le Maroc doivent également élaborer leurs propres solutions.

L'enjeu est d'inventer un «Mode de Développement Africain» qui serait plus efficace et apporterait les résultats requis à un coût bien moindre par rapport au «mode de développement traditionnel».

Alors que la Feuille de route immédiate est axée sur la mise en œuvre opérationnelle, la Feuille de route à Long Terme est davantage un programme de type R&D devant fonctionner comme des «think tanks». Il s'agit de créer une économie d'impact, clé de l'émergence d'un «mode de développement africain» et de trouver la voie de la montée en puissance économique et financière de l'Afrique.

### a. Développement de l'économie d'impact: clé de l'émergence d'un «Mode de Développement Africain»

Trois initiatives pourraient contribuer à l'émergence de cette économie d'impact qui sont d'écrites ci-après :

#### i. Développement de nouveaux “Business Models” Africains articulés sur les impacts

Si l'importance des impacts est de plus en plus reconnue, ils ne sont toujours pas considérés comme des secteurs d'activité «à part entière» par l'industrie et ne sont pas encore pris en compte dans la comptabilité publique.

Pour qu'un «Mode de Développement Africain» émerge, il faut développer des «business models» articulés sur l'impact , en particulier quand les impacts recherchés ne correspondent pas à une spécificité sectorielle. Le principe sous-jacent de ces «impact-based business models» sera de partir des impacts souhaités pour élaborer des solutions. On anticipe que ces solutions auront un contenu informatique/Intelligence artificielle élevé.

Ainsi dans un «Mode de Développement Africain», articulé sur l'impact, on traite de la mobilité et non du transport public, de l'éducation et non de l'école, des besoins de santé et non des hôpitaux.

Des «impact-based business models» pourraient être élaborés pour un certain nombre de domaines, tels que l'éducation, les besoins de santé, la mobilité, l'efficacité énergétique (rénovation de logements, éclairage public), etc.

Dès que ces «impact-based business models» auront vu le jour. Pour pouvoir les mettre en œuvre, il sera souhaitable que le secteur public passe du mode d'appel d'offres «infrastructure» aux «appels d'offres basés sur l'impact» (voir la section suivante).

## **ii. Appel d'offres à Impacts Positifs suscitant des solutions articulées sur les impacts**

Un nouvel outil «Appel d'offres à Impacts Positifs» devrait être conçu pour lancer des appels d'offres et les analyser qui favoriseraient les solutions basées sur l'impact qui maximisent les ratios impacts/coûts et minimisent le besoin de soutien financier public.

L'outil devrait aussi favoriser la maximisation du contenu local des programmes et inclure une analyse de faisabilité financière.



L'outil «Appel d'offres à Impacts Positifs» serait développé en mode POC (Proof of concept). Le prototype de l'outil (V0) pourrait être testé avec un programme pilote, la première itération (V1) pourrait être appliquée à 3 à 5 programmes supplémentaires dans différents contextes (régions, secteurs) ; enfin, l'itération consolidée (V2) permettrait de livrer l'outil final.

Les programmes résultant des appels d'offres seraient ensuite mis en œuvre et suivis— ce qui nécessiterait un nouvel autre outil complémentaire (voir point suivant).

### **iii. Outil de mise en œuvre et de suivi des Programmes**

Développement d'un outil itératif pour créant un dialogue permanent entre les gouvernements (nationaux et locaux), les territoires, la population concernée et le secteur privé/ la finance tout au long de la vie d'un programme (conception, contrats, mise en œuvre, adaptation éventuelle, suivi des impacts).

Pour favoriser des décisions plus locales et mieux adaptées aux besoins des populations locales, il sera nécessaire de fournir au niveau local un soutien technique, juridique et financier.

Cet outil serait développé sur le même mode que le précédent

## **b. Montée en puissance financière et économique de l'Afrique**

D'un point de vue purement financier, comme nous l'avons vu dans la Session 2, l'ampleur des besoins en Afrique ne peut être supportée par le secteur privé à moins que le secteur privé et la finance privée ne se développent de manière spectaculaire.

C'est une question à soulever avec les principaux acteurs privés et les principaux pays en Afrique (gouvernements, banques centrales, supervision financière, banques, assurances et gestionnaires d'actifs, entreprises). En définitive, l'Afrique se doit être en mesure d'assurer son propre développement sur les plans industriels, de service et d'agriculture et de le financer.

La réponse est loin d'être évidente... encore faut-il poser la question. L'extension géographique en Afrique au-delà de l'Égypte et du Maroc, de cette initiative pourrait servir à alimenter ce débat panafricain.

**Ce qui fonctionne ailleurs ne fonctionne pas toujours en Afrique, mais ce qui fonctionne en Afrique pourrait fonctionner ailleurs.**

# Remerciements

## Liste des participants au cycle de réflexion

### Égypte:

Alex Bank Intesa Sanpaolo Group	Federation of Egyptian Banks (FEB)
Alexandria Businessmen Association (ABA)	Financial Regulatory Authority (FRA)
Banque Misr	Micro Small and Medium Enterprise Development Agency (MSMEDA)
Central Bank of Egypt (CBE)	Ministry of Agriculture (MoA)
Centre for Environment and Development for the Arab Region and Europe (CEDARE)	Ministry of Finance (MoF)
Centre of Excellence for Research and Applied Studies on Climate Change and Sustainable Development (C3SD-NRC)	Ministry of International Cooperation (MoIC)
Egyptian Environmental Affairs Agency (EEAA)	Ministry of Planning and Economic Development (MoPED)
	Regional Center for Sustainable Finance (RCSF)

### Maroc:

Agence Marocaine pour l'Énergie Durable (MASEN)	Conseil économique social et environnemental (CESE)
Agence Marocaine pour l'Efficacité Énergétique (AMEE)	COPAG (Jaouda)
Attijariwafa Bank	Group OCP
Bank Al Maghrib (BAM)	Haut-Commissariat au Plan (HCP)
Bank of Africa BMCE Group	Ministère de l'Économie et des Finances (MEFRA)
Banque Central Populaire	Ministère de l'Industrie, du commerce et de l'économie verte et numérique
Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)	Ministère de l'Énergie, des Mines et de l'Environnement
Commission de l'économie verte de la CGEM	

## Équipe Projet

### Auteurs:

Denis Childs, Careen Abb

### Recherche:

Denis Childs, Ismael Megzari

### Management du Projet & Support :

Careen ABB, Nuran Atef, Sofia loirio, Naira Hatem, Alex Stopp

# Sources

Dans le cadre de la Recherche trois type de documentation relatives à l'Égypte et au Maroc ont été consultées :

- Documentation traitant directement du Changement Climatique/de la Finance Climat
- Documentation traitant des ODDs/Finance ODDs
- Documentation traitant des principaux secteurs impliqués dans le Changement Climatique et de leur financement

La liste complète des sources peut être consultée ci-après.

Egypt and Morocco publishing constant reports about their SDG's Policies and targets: <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/morocco> <https://sustainabledevelopment.un.org/memberstates/egypt> both last visit on 05/05/2021

2035 Egyptian Integrated Sustainable Energy Strategy & Morocco Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) 2030

[Egypt produces 6.2 billion cubic feet of gas per day, ranks 13th in world](#). Published by Egypt Today on Monday 14 December 2020. Last visit on 05/05/2021.

[Completion of world's largest combined cycle power plants in record time](#). Published by Siemens Press, 24 July 2018, updated 27 July 2018. Last visit on 05/05/2021.

[Project Overview of El Dabaa Nuclear Powerplant](#). Nuclear Power Plants Authority in Egypt. Last visit on 05/05/2021.

[Dépendance énergétique du Maroc : Le taux chute à 88% en 2020](#). Published on Friday 23 October 2020 by Finance News Hebdo. Last visit on 05/05/2021.

[Maroc-Nigeria : un projet de gazoduc pour exporter du gaz jusqu'en Europe](#). Written by Laurent Ribadeau Dumas, published by France Télévisions, 12/06/2018. Last visit on 05/05/2021.

[Le Maroc mise sur le GNL et les énergies renouvelables pour son futur mix énergétique](#). Published by Oxford Business Group, 2 April 2018. Last visit on 05/05/2021.

[Project 0508: Onyx Alexandria Landfill Gas Capture and Flaring Project](#). Registered 15 December 2006, Last visit on 05/05/2021.

[Plan Climat National à l'Horizon 2030](#). Published by State Secretariat to the Minister of Energy, Mines and Sustainable Development, in charge of Sustainable Development, Last visit on 05/05/2021.

[Maroc : Fès s'éclaire au biogaz en valorisant ses déchets](#). Published by L'Usine Nouvelle, on 02 september 2015. Last visit on 05/05/2021

[Egypt Second National Communication](#). May 2010, Last visit on 05/05/2021

[Enhancing Climate Change Adaptation in the North Coast of Egypt](#). Submitted on August 2016, Last Visit on 05/05/2021

[Climate Change Risk Management Programme in Egypt \(CCRMP\)](#). Last Visit on 05/05/2021

[L'ASSURANCE AGRICOLE AU MAROC: Une adaptation progressive](#). Published by MAMDA, 6 July 2017. Last Visit on 05/05/2021

[Adaptation des petits agriculteurs au Changement Climatique en appui au Plan Maroc Vert \(PACC-PMV\)](#). Last Visit on 05/05/2021

[Water security in Morocco](#). Published by The World Bank on 29 August 2017. Last Visit 05/05/2021

[Kyoto Protocol](#). Last Visit 05/05/2021

[Paris Climate Agreement](#). Last Visit 05/05/2021

[Rethinking Impact to Finance the Sdgs: A Position Paper and Call to Action](#). Prepared by the Positive Impact Initiative, Published by UNEP FI, November 2018. Last Visit 05/05/2021

[Finance for Sustainable Development Conference 2020](#). 28–30 January 2020, Last Visit 05/05/2021

[Restructuring Public Utilities for Competition](#). Published by OECD, 2001, Last Visit 05/05/2021

[Financial Innovation for the SDGs](#). United Nations Global Impact. Last Visit 05/05/2021

[Morocco Infrastructure Review](#). Published by The World Bank, May 2020. Last Visit 05/05/2021

[IMF Working paper: Macroeconomic and Financial Policies for Climate Change Mitigation: A Review of the Literature](#). Published by IMF, September 2019. Last Visit 05/05/2021

[Catalyzing Climate Finance: A Guidebook on Policy and Financing Options to Support Green, Low-Emission and Climate-Resilient Development](#). Published by UNEP, April 2011. Last Visit 05/05/2021

[Morocco Infrastructure Review](#). Published by The World Bank, May 2020. Last Visit 05/05/2021

[Nubian Suns \(Egypt\): Scale At Speed](#). Published by International Finance Corporation World Bank Group, Last Visit 05/05/2021

[Gigantesque ! La plus grande station de dessalement au monde sera marocaine](#). Published by Libération, 23 March 2021. Last Visit 05/05/2021

[Bank Al Maghrib, Directive relative au dispositif de gestion des risques financiers liés au changement climatique et à l'environnement](#). Published by Bank Al Maghrib, 4 March 2021.

[New Directions in Social Policy in the MENA Region](#). Published by UNRISD, November 2018

[Guide irrigation localisée de l'agriculteur](#). Published by the Moroccan Ministry of Agriculture

[Règlement thermique de Construction au Maroc \(RTCM\)](#). Published by Agence Marocaine d'Efficacité Energetique

Egypt Group Discussion—Reflective Cycle UNEP FI, Ms. Lydia Elewa, Ministry of Environment, 27 July 2021

[Renewable Energy Outlook: Egypt](#). International Renewable Energy Agency (IRENA) (2018), Abu Dhabi

[Egypt: The EU Bank supports urban transport](#). European Investment Bank, 29 December 2020

[EBRD Green Cities welcomes 6th of October City to its programme](#). European Bank for Reconstruction and Development, 22 April 2021

Egypt Group Discussion—Reflective Cycle UNEP FI. Prof. Dr. Tarek A Temraz, Centre of Excellence for Environmental Studies and Applications for Climate Change and Sustainable Development, 27 July 2021

Egypt Group Discussion—Reflective Cycle UNEP FI. M. Sherif Dawoud, Ministry of Planning and Economic Development, 27 July 2021

[Electricity Sector Liberalization in Egypt : Features, Challenges and Opportunities for Market integration](#). KAPSARC, September 2020

[Nubian Suns \(Egypt\): Scale At Speed](#). International Finance Corporation, WorldBank Group, 13 March 2019

[The Renewable Energy Law Review: Egypt, The Law Reviews](#). Donia Al Mazghouny, 10 August 2021

[Egypt Vision 2030](#). National Programme, Egyptian Government, February 2016

[Country Profiles : Egypt](#). Res4Med, November 2015

[PPP Knowledge Lab Morocco](#)

[PPP Knowledge Lab Egypt](#)

[Programme "Génération Green 2020–2030" du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts](#).

[Stratégie Nationale d'Efficacité Energétique à horizon 2030](#)

Plan Maroc Rail 2040

<https://www.cfcim.org/magazine/79093>

<http://www.oncf-lesrailsdelavenir.com/demain.html>

[Green Bonds : Les émissions en stand-by](#). Finance News Hebdo, 09 March 2020, visited 1 September 2021

[AMMC Guide sur les green Bonds](#)

[Financement vert: un système à revigorer](#). Finance News Hebdo, 25 March 2021, visited 1 September 2021

[Making Blended Finance Work for Water and Sanitation : Unlocking Commercial Finance for SDG 6. OECD Studies on Water, Éditions OCDE \(2019\), Paris](#)

[Morocco and the EIB](#)

[Egypt and the EIB](#)

[FMO investments in Morocco](#)

[FMO Investments in Egypt](#)

[EBRD Investments in Morocco](#)

[EBRD investments in Egypt](#)

[African Development Bank in Egypt](#)

[African Development Bank in Morocco](#)

[AFD in Morocco](#)

[AFD in Egypt](#)

[IFC Invests \\$100 million to Strengthen Egypt's Banking Sector, Improve Resilience.](#) Pressroom released in November 28, 2017

[IFC Investments in Egypt Climbed to a Record \\$1.2 Billion in Fiscal Year 2018.](#) Pressroom released 8 August 2018

[KFW World Data](#)

[WorldBank Data: Morocco, Projects & Operations](#)

[WorldBank Data: Egypt, Projects & Operations](#)

[World Bank Data C02 Emissions, World, Egypt & Morocco](#)

[Decarbonisation et économie verte : Guide des programmes de financement et d'appui pour les entreprises marocaines—AMEE](#)

[Secretary-General's address to the 76th Session of the UN General Assembly.](#) UN, 21 September 2021

[UN Secretary-General: COP26 Must Keep 1.5 Degrees Celsius Goal Alive.](#) UNFCCC, 01 November 2021





L'Initiative Financière du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP FI) est un partenariat qui regroupe le Programme des Nations Unies pour l'Environnement et le secteur financier mondial, établi à la suite du Sommet de Rio de 1992, et ayant pour mission de promouvoir une finance durable. Plus de 400 institutions financières, dont des banques, investisseurs et assureurs, travaillent avec Programme des Nations Unies pour l'Environnement afin d'appréhender les nouveaux défis environnementaux, sociaux et de gouvernance, d'établir leurs importances pour le secteur financier et de participer activement à leurs résolutions.

[unepfi.org](http://unepfi.org)

---

 [unepfi.org](http://unepfi.org)

 [info@unepfi.org](mailto:info@unepfi.org)

 [/UNEPFinanceInitiative](https://www.facebook.com/UNEPFinanceInitiative)

 [United Nations Environment Finance Initiative](https://www.linkedin.com/company/unepfi)

 [@UNEP\\_FI](https://twitter.com/UNEP_FI)